

Honoré Mimche : L'expertise camerounaise est très appréciée à l'étranger Pp 18-19

700 FCFA

les **Cahiers**

ENQUÊTES, ANALYSES & DÉBATS

VOLUME **079**

MENSUEL

Juin 2012
13^e année



Mutations

RETOUR D'ALLEMAGNE

POURQUOI LA DIASPORA HÉSITE

- **Les pesanteurs**
- **Les initiatives**
- **Les perspectives**



Enquêtes et reportages exclusifs à Berlin et Stuttgart



Centre for International
Migration and Development
a joint operation of GIZ and the
German Federal Employment Agency

Avec le soutien financier du

BMZ



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

les Cahiers

ENQUÊTES, ANALYSES & DÉBATS **Mutations**

Tél : 22 30 66 80
Fax : (237) 22 30 66 75

**Directeur de la publication et
Rédacteur en chef**
Roger A. Taakam

Coordonnateur de la rédaction
Parfait Tabapsi

Rédacteurs associés
Léger Ntiga, Félix C. Ebolé Bola,
Pierre Célestin Atangana, Dorine Ekwè,
Georges Alain Boyomo, Brice R. Mbodiam

Collaboration
Comité d'organisation du Challenge
camerounais Stuttgart 2012

Relecture
Félix C. Ebolé Bola

Production : Patrice Mba

Attachés commerciaux
Marion Obam,
Pulchérie M. N'sia

Maquette : R.A.T.

Infographie :
Lazare Onabel

Photos
Parfait Tabapsi

Impression : Pressbook

Distribution : Messapresse



SOUTH MEDIA CORPORATION SA

Siège : 183, rue 1.055, Rue de l'aéroport
BP 12348, Yaoundé
Tél.: 22 22 51 04 / Fax: 22 22 96 35
Desk Douala : Rue Bebey Elame
Bureau Bafoussam : Face pharmacie Madelon,
Tel: 99 50 46 59

Président du Conseil d'administration
Protais Ayangma Amang

Directeur général
Michel Lobe Ewané

Comité Editorial :
L.C. Boyomo Assala
Protais Ayangma Amang

DIRECTIONS

Mutations a.i.
Xavier Messé

Les Cahiers de Mutations
Roger Alain Taakam

Actions commerciales
Olivier Fokam Tamkam

LA LETTRE de l'éditeur

Par Roger A. Taakam

Quand ils reviendront...

Elle est lointaine l'époque où le terme diaspora évoquait l'expérience fragmentée et hétéroclite de peuplades en errance. Celles-là qui, jadis, empruntèrent les routes de la survie à la recherche d'un ailleurs de prospérité et de sécurité. Avec la montée des flux transnationalistes et l'accroissement du phénomène des « migrations de retour », la diaspora refléurit dans les politiques publiques de manière plus structurée, voire idéalisée au profit des constructions citoyennes et inclusives. Tout le monde y voit un facteur de développement, un vecteur de relance de nos économies en mal de croissance, de même qu'une source de renouvellement du discours sur la coopération, voire une alternative à l'aide au développement.

Le succès de cette représentation réside dans le poids économique réel de la diaspora, les intelligences qu'elle mobilise, et son ancrage dans les réalités de l'univers de la mondialisation. Elle inspire même, à certains endroits, des modèles économiques, avec un succès affirmé dans des pays comme le Sénégal, le Mali, le Nigeria, pour ne citer que ces exemples-là. Qu'en est-il au Cameroun ? Le gouvernement se montre préoccupé, des partenaires au développement s'activent, des politiques se mettent timidement en place, mais on est loin d'avoir trouvé la cohérence et la dynamique nécessaires à l'intégration effective de la diaspora dans le chantier des transformations sociales et économiques du Cameroun. Pourtant, le discours se veut mobilisateur, celui du président de la République, en l'occurrence. Lors de son discours d'investiture en novembre 2011, Paul Biya, dans une déclaration pleine de sens, lançait à l'intention des Camerounais de l'étranger : « *En plaçant mon mandat sous le signe des grandes réalisations, je vous invite tous à faire montre de plus d'audace, de plus de créativité, de plus d'innovation. Vous, Camerounais de la diaspora en particulier, sortis des plus grandes écoles, exerçant vos activités dans des sociétés de rang mondial, vous qui excellez dans les domaines de pointe, le moment est venu de mettre votre expertise au service de votre pays* ».

Voilà pour le discours. Mais il faut aller plus loin, sortir de la rhétorique, pénétrer les voix plurielles et souvent discordantes de cette diaspora, recueillir ses plaintes, explorer ses attentes et ses craintes, évaluer ses forces et ses faiblesses, comprendre ses ambitions légitimes pour en déterminer l'offre et la consistance. Vu sous ce prisme, la problématique du retour devient plus complexe. Elle est même chargée de malentendus, d'écueils pluridimensionnels, que seule ne peut combler la volonté politique, plutôt qu'une approche concertée, plus intégrée, plus consensuelle, plus participative et globale, avec, à l'appui, des mesures incitatives concrètes.

C'est du moins ce qui transparaît à l'écoute des acteurs de la diaspora. Ceux que nous avons rencontrés dans leur terre

d'accueil. Nous sommes allés sur les traces de leur réussite, à l'écoute de leurs revendications, sur les chemins de leurs intentions de retour. Nous sommes allés évaluer la surface de leur influence, peser leur poids économique, toucher du doigt leur expertise afin de mieux apprécier leur projet de retour et comprendre aussi, pour certains, les motivations profondes du non-retour.

Nous sommes allés en Allemagne, pays de la diversité estudiantine, destination privilégiée des études universitaires scientifiques et technologiques qui, chaque année, accueille entre 800 et 1000 de nos futurs diplômés. Les étudiants camerounais, là-bas, représentent, et de loin, le plus grand groupe d'étudiants et de diplômés d'origine subsaharienne. Les sources consulaires parlent de quelques 14.414 camerounais vivant en Allemagne, chiffre qui du reste ne prend pas en compte les naturalisés et les migrants en situation irrégulière. Ce qui nous intéresse dans cette population, c'est la frange de ceux qui représentent une ressource humaine rare et une force économique réelle, toutes choses dont le Cameroun a cruellement besoin pour son développement.

Ils sont ingénieurs, chefs d'entreprises, médecins, architectes, chercheurs, consultants... des professionnels hautement qualifiés, parfaitement nimbés de savoirs innovants qu'ils ont acquis au terme de précieuses études dans des universités allemandes. Certains sont des cadres dans des firmes de renom telles Siemens, Mercedes, Airbus, Allianz... où ils jouent parfois des rôles de premier plan dans l'ingénierie de conception et de production. D'autres ont pu s'installer à leur propre compte, avec des réussites qui vont bien au-delà des frontières de l'Europe. Toujours est-il qu'ils y gagnent bien leur vie, loin des turpitudes d'ici, loin aussi des chantiers de la construction nationale, qui attendent pourtant leur noble contribution. Ils préfèrent le confort doré de là-bas, où ils créent, bâtissent et rebâtissent sans cesse, construisent des prospérités hors-normes qui contrastent avec le désert infrastructurel de leur pays d'origine.

Touchons du bois ! Imaginons donc ce que sera le Cameroun lorsque ces ressources précieuses, pas seulement d'Allemagne, mais de France, des Etats-Unis, d'Angleterre, du Canada, de Chine... reviendront dans une convergence d'idées et de moyens pour se mettre au service du Cameroun. Une chimère ? Certainement pas. Et si c'est un rêve, il emprunte certainement au rêve chinois ou indien qui a consacré le décollage fulgurant que l'on attribue aujourd'hui aux géants d'Asie. Hier, ils prenaient les mêmes routes de l'Occident, dans une aventure prométhéenne, à la recherche d'un savoir qu'ils ont su apprivoiser et mettre au profit de leur nation. On connaît le résultat... Et nous, que faisons-nous ? Qu'attendons-nous ?

SOMMAIRE

- | | |
|--------------|---|
| 3 | <i>Diaspora : des initiatives concrètes</i> |
| 4-5 | <i>Cyrille Tamghe : nous sommes une plateforme de discussions et de partage</i> |
| 7 | <i>Christine Evina : il y a besoin de se mettre en réseau</i> |
| 8 | <i>Francis Nzeukeyo : nous voulons délocaliser au Cameroun</i> |
| 9 | <i>Alain Nguento : en finir avec les Avc</i> |
| 10-11 | <i>Jean-Marc Mpay : les Camerounais auront une banque en Allemagne</i> |
| 12 | <i>Francis Pouatcha : des logiciels pour l'avenir</i> |
| 13 | <i>David Mola : se renouveler devant le défi énergétique</i> |
| 14-15 | <i>Didier Djoumessi : un expert de retour n'est jamais oublié par le Cim</i> |
| 16 | <i>Paul Ndi Ndi : une vision pour l'immobilier</i> |
| 17 | <i>Diaspora : trous d'air dans le sens des retours</i> |
| 18-19 | <i>Honoré Mimche : l'expertise camerounaise est très appréciée à l'étranger</i> |

DIASPORA

Des initiatives concrètes

Ils sont de plus en plus nombreux, les Camerounais d'Allemagne à penser à leur pays natal. Un exemple, à travers deux projets sociaux soutenus par la coopération germanique.

Par Parfait Tabapsi

Journaliste

Le village de Ndambong, petite localité de l'arrondissement de Ndom, dans le département de la Sanaga Maritime, a connu une ambiance festive particulière le 17 février 2012. On y célébrait la concrétisation du projet d'électrification solaire, sous le slogan révélateur de «Fête de la lumière solaire». Ce jour-là, les populations ont enfin pu toucher du doigt l'une de ces grandes réalisations souvent proclamées à coup de slogans politiques, mais qui se réalisent lentement. Ici, les populations s'étaient accoutumées aux expédients en la matière.

Si la joie se lisait sur les visages, c'est que l'attente fut longue et même inespérée, par moments ; surtout après que le village Bôtbadjang, pas loin de là, a goûté quelques semaines plus tôt, à ces plaisirs de la modernité offerts par la diaspora camerounaise d'Allemagne à travers l'une de ses composantes les plus dynamiques. Une sorte d'aboutissement temporel pour le groupe VKII-«Energy» et l'association des ingénieurs et informaticiens camerounais d'Allemagne, à l'initiative d'Electricité et lumière pour les pauvres du Cameroun (Elpc). Le projet a également été possible grâce à la collaboration de l'International Solar Energy Research Center, basé à Konstanz en Allemagne.

Pauvreté

Pour bien comprendre l'ampleur de la satisfaction des initiateurs et des bénéficiaires, peut-être convient-il d'indiquer que ce projet naît du désir de Elpc de lutter contre la pauvreté, de promouvoir le développement et l'amélioration du niveau de vie des Camerounais. Des objectifs pour lesquels les membres de l'association se mobilisent en s'appesantissant sur les énergies renouvelables et le développement durable. Ils prendront ainsi langue avec la VKII-«Energy» et l'institut Isc de Konstanz. Dans la phase de matérialisation, interviendra le Centre pour la migration internationale et le développement (Cim), organisme d'aide au développement et d'assistance aux migrants de la coopération allemande qui apporte-

ra les 40% du budget global, donnant ainsi le coup de pouce décisif dans la matérialisation de cette ambition.

Ce projet, selon les initiateurs, aura une double conséquence : d'une part, une réduction significative de la consommation du pétrole lampant, grâce à une adaptation de la technologie solaire aux besoins locaux, et d'autre part une accessibilité à un éclairage de meilleure qualité aux populations rurales. Ces dernières seront par la suite formées, à travers des séminaires, à la maintenance et au maniement de cette technologie.

La réalisation du projet n'aura pas été sans heurts, notamment au niveau des procédures qui ont parfois été longues au goût des initiateurs. Ce fut ainsi le cas, par exemple, lors du dédouanement des matériaux et autres équipements solaires. Des freins qui n'ont cependant pas empêché le respect des délais. Pour le bien, on l'a déjà écrit, des populations qui n'avaient que trop souffert avec une «électrification» qui se conjugait sous la forme de lampes-tempêtes, avec un coût de plus en plus élevé du pétrole et des accessoires.

L'électrification rurale à base solaire n'est, heureusement, pas le seul domaine au Cameroun à profiter du travail de la communauté diasporique d'Allemagne. C'est également le cas pour la santé : un peuple bien portant, au-delà de ce qu'il dépense moins pour se soigner, constitue un levier important de développement et en constitue la ressource essentielle. C'est ainsi que, sous le

La Cameroon Diaspora Network Germany prévoit bientôt la mise en place des registres pour des pathologies chroniques aux fins d'identifier les maladies les plus ou moins prégnantes par région au Cameroun.

label de la Cameroon Diaspora Network-Germany (Cdng), plusieurs partenaires au développement ont mis en commun leurs compétences, leurs efforts et leur soutien pour bâtir une plateforme permettant de faire face aux problèmes de santé. Il y a là le Centre pour la migration internationale et le développement (Cim) - qui supporte jusqu'à 50% du budget global comme avec le projet de l'électrification



Ndambong, le projet d'énergie solaire en marche.

solaire cité plus haut, et cela dans le cadre du «Programme d'Appui à l'Engagement des Associations de la Diaspora». Avec à ses côtés des organisations professionnelles de la Cdng telles que la Koegni-eHealth Innovation for Development, la Cameroon Forum for Medical Sciences (Camfomedics), l'ong Arzt Hilft et la World Francophone Numeric University (Unfm).

Système de santé

Une initiative qui, selon Ghislain Kouematchoua, responsable du projet e-health de la Cdng, a pour objectif «la mise à disposition des Camerounais un accès aux soins de qualité ainsi qu'une optimisation de processus de soins dans notre système sanitaire». Avec en toile de fond l'amour du prochain que véhicule l'association Koegni (amour, dans les langues de l'ouest camerounais). Concrètement, ce projet s'articule, selon M.

Kouematchoua, en quatre articulations principales. Il y a d'abord le module télé-médecine au Cameroun, puis celui entre le Cameroun et la diaspora. «Des médecins travaillant en Allemagne iront au Cameroun pendant les vacances pour donner un coup de main. A travers cette action, nous visons la mise en synergie des Camerounais des deux bords ainsi que la mutualisation des compétences.

Pour venir à bout de pathologies complexes et récalcitrantes. Ce qui est une plus-value pour les patients et les familles», explique Kouematchoua.

La deuxième articulation concerne la formation : «Nous souhaitons opérer dans la durée. C'est pourquoi, nous prévoyons quatre sessions de formation par an sur trois ans, compte non tenu du e-learning que nous avons lancé en novembre 2011. Une phase qui concerne les praticiens et les personnels non médicaux pour la maintenance et le développement.» Toute chose qui débouchera, à court terme, sur le renforcement des capacités existantes dans les centres pilotes afin de leur garantir une certaine indépendance ainsi que la mobilité. Sont attendus ici les étudiants en master dans l'utilisation des logiciels hospitaliers.

La troisième articulation est la création, à moyen terme, d'un réseau de compétences médicales à partir des centres pilotes afin, souligne M. Kouematchoua, «de permettre aux médecins de coordonner les activités cliniques dans les autres centres du réseau». La dernière articulation concerne, toujours à moyen terme, la mise en place des registres pour des pathologies chroniques aux fins d'identifier les maladies les plus ou moins prégnantes par région au Cameroun. Un document stratégique en somme et d'une grande utilité, dans la prise de décision par les pouvoirs publics ainsi que pour la recherche médicale.

CYRILLE TAMGHE TAGNE

Nous sommes une plateforme de discussions et de partage

Le président en exercice du Challenge Camerounais précise ici les objectifs de son association ainsi que des actions de celles-ci en direction des compatriotes d'Allemagne qui souhaitent retourner au bercail.

C'est quoi le «Challenge camerounais» ?

Le Challenge Camerounais d'Allemagne est un mouvement de regroupement et d'organisation de la diaspora camerounaise d'Allemagne qui est né en juin 1992 dans le cadre d'un tournoi de football. Les membres de la communauté camerounaise d'Allemagne avaient soif de se rassembler, de se connaître, d'échanger et de partager. Le football qui, plus tard après la surprenante prestation des lions indomptables au Mondiale d'Italie de 1990 était devenu le sport de tous les Camerounais se révéla le meilleur moyen pour une telle rencontre. Le Challenge Camerounais, considéré aujourd'hui comme le plus grand mouvement d'une diaspora camerounaise de par le monde entier s'est ouvert aux activités culturelles, socio-économiques voire caritatives offrant ainsi à la communauté camerounaise d'Allemagne et aux amis du Cameroun une excellente plateforme d'échanges et de discussions. Il représente un véritable instrument dont dispose la communauté camerounaise d'Allemagne pour la réalisation des tâches louables au profit de son épanouissement et d'une bonne exploitation de son potentiel pour des changements positifs dans notre pays. La définition de ces tâches et leur planification dans le temps est notre devoir et notre objectif permanent.

Vous avez obtenu de haute lutte le 24 septembre 2011 de présider aux destinées de ce mouvement et depuis avez placé votre mandat sous le signe de la redynamisation du challenge Camerounais. Sept mois plus loin y êtes-vous parvenus ?

Nous sommes rendus aujourd'hui au lendemain du Challenge Camerounais Stuttgart 2012. Une édition qui s'est organisée dans des conditions particulièrement difficiles à cause des problèmes de dysfonctionnement que nous avons connus à la sortie de l'édition de 2011. Mon premier devoir après mon élection en septembre dernier était justement de réinstaurer au sein de la grande famille du Challenge

Camerounais une atmosphère collégiale de travail pouvant permettre à tous les volontaires de mettre efficacement leur énergie au service de notre mouvement. Beaucoup de personnes s'y sont engagées et le bon déroulement du CC Stuttgart 2012 est la preuve que la redynamisation du Challenge Camerounais est en cours.

L'édition de cette année s'est déroulée autour du slogan «Time for the next step, time to take responsibility ». Que fallait-il entendre par là ?

Les organisateurs du Challenge Camerounais ont choisi à mon avis le slogan idéal pour cette édition marquant les 20 ans d'existence de ce mouvement. La communauté camerounaise d'Allemagne a eu assez de temps pour constater combien son potentiel est grand. 20 ans après la création du Challenge Camerounais, il est temps de passer à l'étape suivante.

Celle qui consistera à mettre concrètement ce potentiel au service de la communauté et de notre pays. Nous pouvons et devrions tous y contribuer, chacun selon ses moyens. Il est donc grand temps pour chacun de prendre ses responsabilités.

Le Challenge Camerounais, considéré aujourd'hui comme le plus grand mouvement d'une diaspora camerounaise de par le monde entier s'est ouvert aux activités culturelles, socio-économiques voire caritatives offrant ainsi à la communauté camerounaise d'Allemagne et aux amis du Cameroun une excellente plateforme d'échanges et de discussions.

En 20 ans d'existence, quels sont les principaux faits d'armes et accomplissements de votre mouvement ?

Le Challenge Camerounais s'est établi au fil des années comme la plus grande manifestation d'une communauté camerounaise hors du Cameroun. Elle rassemble chaque année des milliers

de personnes et leur offre des possibilités réelles d'épanouissement, de partage et d'échange. Le bon choix des thèmes de discussions et l'entretien du réseau ainsi créé est une contribution nette aux réflexions en vue de l'amélioration des conditions de vies dans

notre pays. Ces réflexions nous ont conduit par exemple en 2009 à la création de l'action «Challenge Solidarity» qui nous permet chaque année de soutenir financièrement une œuvre caritative au Cameroun. Sur le plan économique, la création de la toute première coopérative d'une communauté africaine en terre

allemande par les camerounais est le fruit d'une vision qui nous permettra à long terme de mettre sur pied une banque de développement afin de pouvoir ainsi résoudre certains problèmes qui freinent la mise en œuvre concrète des projets économiques des membres de la diaspora.



Des voix se sont levées ici à Stuttgart pour dire que le Challenge était en train de faire beaucoup de place au politique qui voudrait l'infiltrer pour mieux le contrôler et l'orienter étant entendu que vos membres rassemblés constituent une menace pour le pouvoir de Yaoundé. Que leur répondez-vous ?

Le Challenge Camerounais est un mouvement apolitique qui veut mettre le potentiel de la communauté camerounaise d'Allemagne au profit de cette communauté elle-même d'une part et d'autre part au profit de notre pays. Nos objectifs consistent comme je le disais plus haut à créer des synergies pouvant nous permettre en tant que communauté de trouver des solutions aux problèmes qui sont les nôtres et de faire efficacement face à notre devoir vis-à-vis du processus de développement du Cameroun. Il m'est difficile de comprendre en quoi ceci représente une menace pour le pouvoir de Yaoundé. D'ailleurs nous avons résolu de nous rapprocher d'avantage de la classe dirigeante de notre pays et c'est avec grand honneur que nous constatons qu'il y a de ce côté une grande disponibilité à soutenir nos actions.

Au Challenge Camerounais, vous dites travailler pour le développement du Cameroun. Comment cela se manifeste-t-il concrètement au quotidien ?

A travers nos actions au sein du Challenge Camerounais, nous voulons entre autres encourager nos compatriotes à œuvrer pour la chose communautaire. L'engagement social et la recherche de l'excellence ne contribuent pas seulement à l'épanouissement des individus mais représentent aussi des éléments essentiels de lutte contre le sous développement. La culture challengeur qui consiste à s'investir de façon bénévole pour le bien de la communauté est un atout essentiel dont à besoin toute société en quête de développement. La masse humaine qui y participe et la diversité des activités du Challenge Camerounais font de lui une plate forme par excellence de discussions, de partages et d'échanges autour des thèmes divers parmi lesquelles la création des richesses et la lutte contre la pauvreté au Cameroun.



La diaspora en discussion à Stuttgart.

L'année dernière dans son discours d'investiture, le président Biya tendait la main à la diaspora. Quelle a été votre réaction à cet appel ? Avez-vous ajusté votre fonctionnement ainsi que vos objectifs à cet appel là ?

Nous sommes conscients du rôle et du devoir qui est celui des membres de la diaspora. L'expérience que nous avons rassemblée grâce au contact avec d'autres cultures et d'autres technologies sont des atouts qui bien exploités, peuvent être mis au profit des grands changements pouvant contribuer à faire avancer notre pays sur tous les plans. Nos actions, depuis notre existence ont donc toujours tenu compte de ce rôle spécial. L'appel du président de la République nous motive dans ce sens où nous avons espoir que nos doléances seront d'avantage

(Cadidec) a vu le jour. Qu'est-ce que c'est et pouvez-vous nous présenter un premier bilan ?

La Cadidec est comme son nom l'indique une coopérative de développement mise sur pied par les Camerounais d'Allemagne. Elle est le premier pas vers la création d'une banque d'investissement et de développement avec pour but d'une part d'offrir à travers divers services une garantie à différents partenaires intéressés par des investissements au Cameroun, et d'autre part soutenir financièrement des porteurs de projets dans des secteurs prometteurs et les accompagner dans leurs investissements. Après l'enregistrement de la coopérative auprès des organes compétents au début de l'année 2011, le bureau directeur de la Cadidec a lancé une offensive d'acquisition des membres devant lui permettre en fin 2012 de recueillir les avoirs nécessaires pour la réalisation de ses objectifs.

Quels rapports entretenez-vous avec les autorités diplomatiques camerounaises en RFA ainsi qu'avec les autres organisations semblables à la vôtre dans l'Union euro-

péenne ?

Le Challenge Camerounais est une association entièrement ouverte aux échanges avec d'autres associations ou organismes qui ont des activités, buts ou objectifs semblables aux nôtres. Nous encourageons et contri-

buons à la création et l'entretien des réseaux dans ce sens. Nous sommes aussi très proches de l'Ambassade du Cameroun à Berlin et de S.E. Jean Marc Mpay qui depuis son arrivée en 2009 soutient et parraine chaque année les activités du Challenge Camerounais.

Comment accompagnez-vous ceux qui rentrent ou qui souhaitent rentrer au bercail ?

Le retour des immigrés camerounais au bercail après plusieurs années passées à l'extérieur nécessitent une bonne préparation. Nous thématisons dans un premier temps cet aspect dans nos discussions et informons les intéressés au retour des différentes possibilités d'accompagnement qui existent. L'emploi au Cameroun étant un élément motivateur de retour, nous avons cette année avec le soutien du Dr Didier Djoumessi et de la Centrum für Internationale Migration und Entwicklung (Cim) organisé la toute première édition de la bourse de l'emploi dans le cadre des activités du Challenge Camerounais. Nous espérons à long terme établir une plate forme de rencontre pouvant permettre aux sociétés camerounaises de profiter du grand potentiel qui est celui de la diaspora camerounaise en terme de main d'œuvre hautement qualifiée. Ceci représenterait par ailleurs une bonne base de retour pour les intéressés.

**Propos recueillis par P.T.
à Stuttgart**

Le retour des immigrés camerounais au bercail après plusieurs années passées à l'extérieur nécessitent une bonne préparation. Nous thématisons dans un premier temps cet aspect dans nos discussions et informons les intéressés au retour des différentes possibilités d'accompagnement qui existent.

pris en compte afin de nous aider à mieux contribuer à bâtir l'avenir de notre pays.

Juste avant votre arrivée à la présidence, la Cameroon Diaspora Development Cooperative

OPINION

Ce qu'ils pensent du Challenge Camerounais

Ils ont assisté aux manifestations de Stuttgart et livrent leurs sentiments.

Les retombées doivent se ressentir au pays

Jean-Pascal Ngomeni,
Ingénieur à Airbus, Hambourg



Pour cette édition, mes impressions sont positives, surtout pour ce qui est de l'organisation. Ce n'était pas donné vu les ressources qu'il fallait mobiliser. Je tire donc mon chapeau aux organisateurs de Stuttgart. Cela dit, je suis étonné de constater que l'accent soit mis à chaque fois sur l'aspect festif de l'événement. Je propose donc que le « Challenge camerounais » prenne une autre envergure. Aujourd'hui, la colonie camerounaise ici est devenue si importante que les retombées doivent se ressentir au Cameroun et ici en même temps. C'est au Challenge qu'il revient de mobiliser les énergies en ce sens, impulser les choses des deux côtés. C'est vrai que le Business Forum est en train de prendre de l'ampleur, mais il faut voir comment rentrer en contact avec les entreprises et les investisseurs ici et pourquoi pas organiser au cours des prochaines éditions une foire à eux exclusivement réservée. Il faut enfin capitaliser tous les savoirs dont disposent les Camerounais qui ici travaillent dans de grandes firmes à des positions très élevées afin qu'ils impactent sur notre développement et permettent aux étudiants ici de bien s'intégrer dans les entreprises.

Se rencontrer, se découvrir, se connaître

Samuel Enang, étudiant en électrotechnique, Freiburg

Le Challenge camerounais est une bonne initiative. Cela dans la mesure où elle permet aux Camerounais de se rencontrer, de redécouvrir des connaissances qu'on avait perdu de vue depuis le départ du Cameroun. J'ai aimé le sport et les danses traditionnelles quoique toutes les régions du pays n'étaient pas représentées. C'est pourquoi je pense que toutes les aires culturelles doivent être de ce rendez-



vous. Le gala night n'est cependant pas important, parce que beaucoup de personnes viennent de loin, parfois des pays étrangers, juste pour être de cette soirée alors que les capacités d'accueil et de sécurité ne sont pas souvent efficaces. Pourquoi ne pas faire ce Cameroon Evening en plein air et pas dans une salle avec ce que cela suppose comme coût d'entrée ? Je constate que beaucoup viennent aussi simplement pour montrer leur richesse avec des voitures de location hors de prix. Ce qui est bien déplorable.

Aller au-delà du festif

Larissa Beaho, ingénieur de génie industriel, Kaiserslautern



Le concept pour moi est bien parce qu'il rassemble les Camerounais tous les ans. Le seul regret que je peux exprimer c'est qu'on se limite au sport et à la gastronomie ; moi j'aimerais plus d'ouverture. Notamment sur des activités plus intellectuelles. Je souhaite aussi qu'il y ait plus de sports, que les activités sportives soient diversifiées. Pour être plus complets dans l'ouverture, je pense que le Challenge camerounais gagnerait à intégrer les autres cultures, surtout celles de la diaspora africaine présente en nombre ici en Allemagne avec pour objectif une Afrique

plus unie et plus forte. Depuis 20 ans nous sommes restés dans notre bulle, on n'a pas beaucoup avancé. En s'ouvrant, peut-être serions-nous plus inventifs et donc plus efficaces.

De plus en plus coûteux !

Alain Tcheuffa, informaticien, Köln



Le concept en soi n'est pas mauvais, parce qu'au départ, l'idée était de mettre les gens ensemble. C'était donc une occasion magnifique de retrouvailles avec les autres compatriotes présents ici en Allemagne. De nos jours, il y a beaucoup de choses qui menacent de phagocytter ce rassemblement et qui n'est pas un fait symbolique ou anodin : il s'agit de l'argent. Participer au Challenge devient de plus en plus coûteux et cela me fait très peur. Par ailleurs, la gastronomie n'est plus camerounaise comme c'était le cas au cours de la soirée de gala. Si le Challenge veut s'étendre vers d'autres univers, il vaudrait mieux nous le faire savoir. C'est vrai que le Challenge se compose de Camerounais qui, comme on le sait, sont des gens difficiles à gérer. Qu'à cela ne tienne, je pense que l'organisation gagnerait à être plus professionnelle et ce même si je suis conscient du boulot abattu par l'organisation. Enfin, le Challenge doit penser à se muer en Société à responsabilité limitée (Sarl) et fonctionner comme tel.

Diversifier les activités

Jean Gilbert Epoh, informaticien, Metz

Le Challenge est un grand événement socio-culturel à saluer. Il faudrait seulement songer à diversifier les activités, notamment pour ce qui est du sport en y incluant d'autres disciplines. Il faut aussi sérieusement songer à délocaliser le concept hors des frontières allemandes, surtout par ces temps de globalisation avec une Europe à quinze et dont l'Allemagne n'est qu'une composante parmi d'autres. Deux jours de festivités, ça reste pour moi insuffisant pour un événement d'une telle valeur, d'une telle envergure.

**Rassemblés par P.T.
à Stuttgart**

CHRISTINE RUFINE EVINA

Besoin de se mettre en réseau

Installée en Allemagne depuis 20 ans, elle s'est donnée pour mission d'encourager les firmes de ce pays à s'installer en Afrique.

Qui êtes-vous, et que faites-vous en Allemagne ?

Je suis une Camerounaise, née au Cameroun et installée en Europe depuis longtemps. Je suis en Allemagne depuis 20 ans. Je suis ingénieur en génie mécanique spécialisée en gestion des projets internationaux. J'ai créé, depuis mai 2007, une entreprise qui s'occupe de la gestion des projets internationaux. Mon entreprise, CE Connect, Société à responsabilité limitée (Sarl), a pour principal objectif d'amener les entreprises allemandes, et plus particulièrement les Pme, à s'installer dans les pays africains. Je me suis spécialisée beaucoup plus dans les entreprises qui font dans l'énergie, la protection de l'environnement et le transfert de technologies. Je ne suis pas de ceux qui veulent faire de l'achat en Europe et de la revente en Afrique, car je considère que notre continent n'a plus besoin de cela.

En 5 ans, quelles sont les principales réalisations que l'on peut porter à votre crédit ?

J'ai eu à suivre plusieurs entreprises allemandes. Actuellement, je travaille justement avec une entreprise spécialisée dans l'énergie solaire (Infinitive Energy), qui développe plus précisément des panneaux solaires pour l'étranger. C'est une entreprise hollandaise qui a son siège en Allemagne. Je travaille aussi avec une grosse entreprise dénommée Awas International, avec qui j'étais au Cameroun en avril 2012 pour la faire connaître auprès des autorités. Nous avons visité le Cameroun dans son ensemble, c'est-à-dire du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. J'ai rencontré toutes les composantes de la vie sociale, du petit entrepreneur au ministre en passant par les maires et le patronat, bref tous ceux qui pouvaient aider dans la mise en place de cette entreprise au Cameroun. J'ai donc un peu fait le tour pour apprécier, par moi-même, la situation de l'eau. Mon objectif est de permettre à Awas International, qui travaille dans l'épuration et la potabilisation de l'eau, de s'installer au pays.

La situation de l'eau au Cameroun est des plus préoccupantes, et l'on peut aisément penser que vous êtes repartie pessimiste...

Non ! Au contraire. Ma visite m'a permis de me rendre compte de la situation exacte. Contrairement à certaines idées reçues, tous ceux que j'ai rencontrés ont des idées très positives, travaillent énormément pour le bien du Cameroun et souhaitent que l'on apporte de nouvelles choses au



Cameroun... Je pense que le Cameroun est un bon risque pour la société Awas International. Mon objectif de l'heure est donc d'installer Awas là-bas afin de pouvoir atteindre d'autres pays africains à partir de Yaoundé. Nous avons une situation géographique idéale, un certain nombre d'infrastructures que d'autres pays africains n'ont pas. Nous avons un système de sécurité appréciable, comparé à certains autres pays du continent.

Votre optimisme fait réfléchir, pour qui vit au Cameroun : vous n'avez donc pas décelé quelques manquements ou pesanteurs, qui pourraient plomber votre envie d'y installer des entreprises ?

Bien sûr qu'il y a des barrières, des choses qui pourraient nous empêcher de nous installer. Nous avons au Cameroun de la ressource humaine. Ce qu'on ne dit pas beaucoup, c'est qu'elle n'est pas assez qualifiée. Ce sont pour la plupart des théoriciens qu'il faut amener à la pratique. C'est pourquoi, nous pensons à l'aspect formation. Il faut former les gens, car on a un problème à ce niveau-là au Cameroun. Cela consiste à amener des ressources hautement qualifiées à pouvoir prendre des décisions, des risques. Là réside le vrai handicap, pour ce qui est des affaires au Cameroun. De plus, beaucoup, parmi nos jeunes, semblent avoir oublié que demain existe. Ils ne pensent qu'à aujourd'hui, qu'à maintenant alors

même que nous avons besoin d'eux sur le long terme. C'est, de mon point de vue, un problème de crise de confiance. L'autre problème important, c'est le pouvoir d'achat des Camerounais. Les besoins par exemple en eau sont là, cruciaux puisque nous étions sur le terrain mais il manque la nécessité. On a besoin d'eau, mais on ne voit pas la nécessité de la traiter et, même quand on y parvient, le coût est énorme pour les populations.

Les investisseurs qui pensent s'établir au Cameroun se disent souvent confrontés aux lenteurs administratives. Cela ne vous fait-il pas peur ?

Disons que c'est un challenge. Sur place, je me suis rendue compte de cette difficulté-là, mais cela ne me fait guère peur dans la mesure où nous sommes en train de vouloir construire un réseau qui touche nombre d'institutions et de services, et nous pensons pouvoir y arriver pas tout seuls, pas en essayant d'imposer quoi que ce soit aux Camerounais. C'est pourquoi, il nous faudra des collaborateurs dignes de confiance sur place.

Vous êtes installée dans un pays considéré comme celui où la diaspora camerounaise est l'une des plus dynamiques et des plus qualifiées. Comment ça se passe entre Camerounais, ici ?

Les relations entre Camerounais restent empreintes de convivialité, même s'il faut

reconnaître que, niveau professionnel, ça reste un peu compliqué. Nous avons gardé ici nos mentalités africaines, qui veulent que «mon frère ou ma sœur ne peut pas me vouloir du bien», et cela constitue un blocage pour travailler ensemble. Je parle d'expérience, car j'ai voulu travailler plusieurs fois avec des compatriotes mais j'ai toujours eu l'impression que le manque de confiance faisait en sorte que les uns voulaient toujours doubler ou rouler les autres. Et, si jamais ils ont la possibilité de te diffamer, ils ne s'en privent pas. Il y a 10 ans, c'était d'ailleurs pire.

Il y a bien sûr, à côté de cela, des partenariats qui se créent bien qu'à une petite échelle. Il y a, de plus, le besoin de s'associer, de se mettre en réseau parce que les autres communautés fonctionnent ainsi : si on se met ensemble, on est plus forts. Surtout que, pour nous Africains ici, notre carrière peut ne pas aller au-delà d'un certain niveau. C'est à nous donc de travailler à former notre lobby, qui nous permettra de mieux nous épanouir. Il faut construire ce réseau, monter avec ce réseau pour pouvoir tirer les autres de sorte que, si vous atteignez un certain seuil et que vous chutez, car cela arrive malheureusement, que vous puissiez être recueilli par les autres membres du réseau et ainsi retrouver des forces et l'impulsion nécessaire pour repartir. Je me bats personnellement pour cette idée, j'y travaille tous les jours et j'espère que d'autres compatriotes font de même et que, d'ici à quelques années, on tiendra un autre discours.

De quel accompagnement bénéficiez-vous, de la part de la chancellerie camerounaise à Berlin ?

En ce qui me concerne, je n'ai pas beaucoup de soutien de l'ambassade. Mais je sais que, pour ce qui est des visas, elle est devenue plus rapide et moins protocolaire. Je pense que les gens sont devenus plus sérieux depuis quelques années. Selon les avis des compatriotes qui y ont leurs habitudes, le nouvel ambassadeur se démène comme un beau diable pour faire face aux problèmes des Camerounais, pour les amener à investir au Cameroun. Je suis dans un domaine où j'ai beaucoup de soutiens, de la part du pays d'accueil. Je bénéficie par exemple d'un encadrement assez élevé. Je n'ai pas encore eu besoin du soutien de la chancellerie, mais je ne doute pas lorsque le besoin se fera sentir, monsieur l'ambassadeur m'apportera le soutien nécessaire.

Propos recueillis par P.T.
à Stuttgart

FRANCIS NZEUKEYO

Nous voulons délocaliser au Cameroun

Propriétaire d'un bureau d'études, cet ingénieur côtoie ce qui se fait de mieux dans les domaines de l'automobile et de l'aéronautique. Son pays pourrait en profiter, en dépit de trop nombreux obstacles.

Que faites-vous en Allemagne ?

Je suis âgé de 41 ans, marié et père de 03 enfants, diplômé en ingénierie de génie mécanique. Je suis arrivé en Allemagne en octobre 1989, et je dirige un bureau d'études qui emploie 16 ingénieurs dont 03 de nationalité camerounaise.

Quelles sont vos activités au quotidien ?

Le bureau, qui s'appelle Lion Engineering GmbH, fait des études à 90% dans le domaine aéronautique et 10% dans l'automobile. Nous faisons des études sur des systèmes de structures (avions et hélicoptères) ainsi que le suivi et l'optimisation des procédés de fabrication et leur suivi. La majorité de nos études se font dans des domaines très complexes et pointus comme le blindage des hélicoptères de combat. Lion Engineering existe depuis octobre 2006.

Qu'est-ce qui vous amène à vous lancer en entreprise ?

C'est tout simplement le résultat de mon expérience au sein de mon ancienne entreprise, Aida Development GmbH. Nous nous retrouvons un matin du 21 octobre 2002 sans directeur, celui-ci étant décédé la veille dans un accident tragique d'avion. Le conseil d'administration et l'actionnaire principal me proposent de diriger l'entreprise de près de 60 personnes. Ce que j'accepte. Je viens d'avoir 32 ans ! La prochaine étape, pour moi après 04 années à la tête de cette entreprise, était l'entrée dans son capital. Tous les actionnaires n'étant pas d'accord sur le pourcentage à m'accorder, je décide de m'en aller et de créer mon bureau d'études.

Au bout de 06 ans d'existence, quel bilan pouvez-vous présenter ?

Comme souvent, les débuts furent difficiles mais après 06 ans et malgré la crise économique de 2008-2009, nous avons réussi à nous stabiliser avec une évolution en moyenne de 10% par an. Nous ambitionnons, dès la fin de cette année, d'augmenter nos objectifs de manière plus grande encore et d'atteindre la barre de 25 ingénieurs.

Sur quelles caractéristiques particulières vous êtes-vous reposé pour réussir, en tant qu'entrepreneur camerounais ici en Allemagne ?

Ce sont, à mon avis, des caractéristiques qu'il faudrait avoir partout où l'on veut être entrepreneur. Il s'agit : d'une expérience approfondie de ce que l'on fait ; d'une connaissance du niveau mondial de la technologie que l'on est supposé maîtriser ; d'une connaissance du marché et d'être prêt à travailler plus de 16 heures par jour des semaines et des mois durant, etc.

Quels obstacles avez-vous eu à surmonter pour créer votre entreprise, en tant qu'Africain ?



Les images que l'on reçoit généralement de l'Afrique, ici en Allemagne, sont pour le citoyen normal assimilées à la guerre, à la souffrance et aux choses négatives. Le client n'attend généralement rien des étrangers. Ce handicap est paradoxalement un atout, car le client est toujours surpris de faire la connaissance d'un Africain dans un domaine aussi complexe ainsi que les résultats livrés.

Vous est-il déjà arrivé de travailler avec le Cameroun ?

Pour le moment, non. Naturellement, nous avons pour tout ce qui est grand projet dans l'aéronautique des clients qui aimeraient qu'une partie de nos travaux soient effectués en low cost, c'est-à-dire à coûts réduits. De ce point de vue-là, le Cameroun pourrait être une solution alternative mais, sur le plan économique et financier, ce n'est pas toujours évident pour nous parce que, pour ce qui est du taux horaire, un ingénieur à Bombay nous coûte moins cher qu'un collègue de Douala ou de Yaoundé.

Vous refuseriez donc, s'il vous était donné l'opportunité de travailler au Cameroun...

En tant que Camerounais, ce serait une bonne chose de travailler pour mon pays. Mais il faut voir les deux aspects de la chose. L'un de nos objectifs de l'heure est de délocaliser une partie de nos études au Cameroun, où le taux horaire pour un ingénieur est actuellement 10 à 15% plus cher

permettre de pouvoir travailler à distance, réduire le temps de travail pour être dans les standards mondiaux. Ces deux problèmes ont pour conséquence que le taux horaire devient plus cher au Cameroun qu'ailleurs.

L'énergie et internet sont-ils les deux seuls blocages de votre installation éventuelle au Cameroun ?

Vous pensez bien que non ! Il y a le problème de l'insécurité juridique. Il faut vraiment que la justice soit équitable et les verdicts plus ou moins rapides. Il ne sert à rien, pour un investisseur, d'avoir affaire à des procès qui traînent. Toujours parlant d'insécurité, il faut voir dans quelle mesure l'on pourrait améliorer la sécurité physique des personnes et de leurs biens. Cela est très important. Et puis, comme dans tout pays qui se respecte, il faut améliorer les infrastructures de communication.

S'il vous était donné de recruter des collègues camerounais, pensez-vous trouver localement la ressource humaine nécessaire ?

Je pars du fait que les Camerounais sont des gens bien formés. Pour nous qui travaillons sur la place internationale, il est impératif d'avoir du personnel pouvant s'exprimer en anglais. Cela est plus que nécessaire, pour répondre aux commandes qui viennent de partout (Chine, Inde, Allemagne...). Théoriquement, et étant donné que notre pays est bilingue, avoir ces profils-là ne me semble pas impossible.

Vous est-il possible, aussi, d'imaginer un moyen de transfert de connaissances et de compétences depuis la Rfa pour des collègues camerounais ?

C'est cela même l'avantage d'un bureau d'études ! Cela peut même se faire par étapes. En tant que bureau d'études, on s'était dit, dès le départ, qu'on pourrait faire une partie du travail dans nos bureaux du Cameroun et voir, ensuite, comment des développements plus complexes pourraient être opérés sur place en Allemagne. Je veux simplement dire qu'une partie de nos collègues travaillera au Cameroun pendant un certain temps, puis des collègues du Cameroun viendront aussi travailler ici pour un temps afin d'avoir une idée précise de ce qu'on attend d'un travail comme ce qu'ils aspirent à faire. Naturellement, cela fonctionnera comme partout dans le monde.

Quelle est votre meilleure expérience d'entrepreneur ?

Je n'en ai pas, car je découvre chaque jour de nouvelles personnes, rencontre de nouveaux problèmes et mon devoir, en tant qu'entrepreneur, est d'apporter les solutions.

Propos recueillis par P.T.
à Stuttgart

ALAIN NGUENTO

En finir avec les Avc

Neurologue installé en Allemagne et promoteur de l'Ong Arzt Hilf !, il veut contribuer à la lutte contre cette maladie qui prend de l'ampleur au Cameroun.

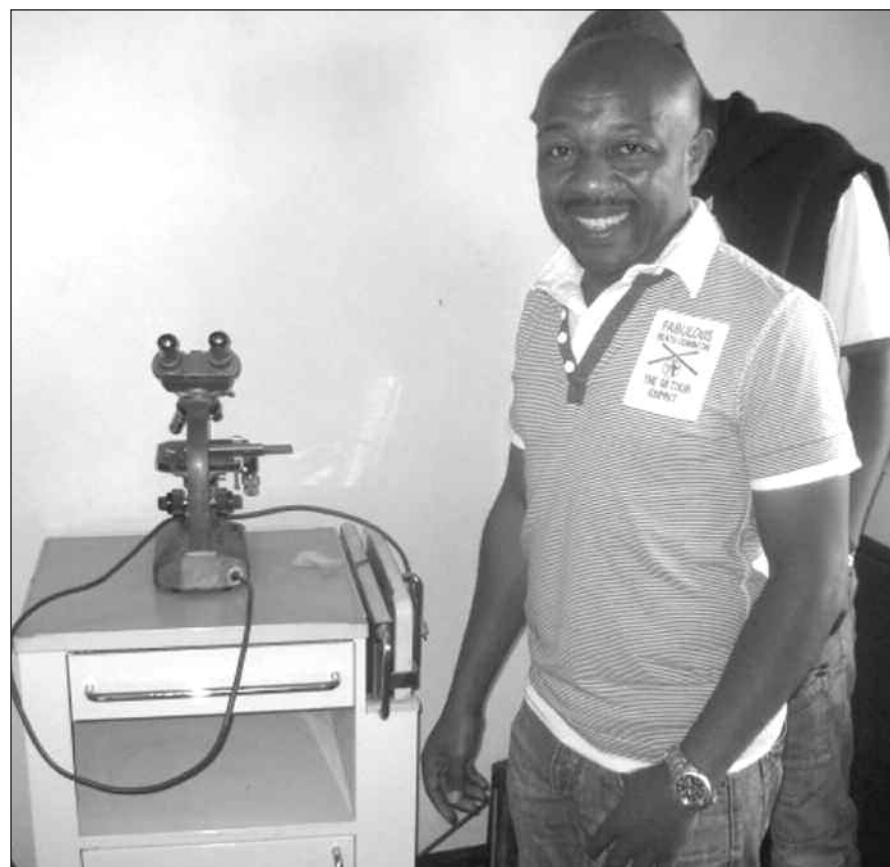
L'homme semble à première vue difficile à aborder, presque hermétique. Quoi de plus normal, pourrait ironiser une connaissance, pour ce médecin neurologue qui, depuis 07 ans, dirige une clinique de neurologie à Schwedt, dans le Land du Brandebourg près de Berlin en Allemagne. Et qui, depuis quelques années, a entamé un retour salutaire et remarqué dans son pays natal, non pas pour s'y installer ou pour des virées touristiques, mais pour sauver des vies ; ce qu'il sait faire le mieux.

Mais, avant d'arriver à cette ataraxie, le chemin fut épique. Il y a d'abord cette arrivée en Allemagne, en 1985. C'est l'époque, au Cameroun, où le monopartisme est en vigueur et l'environnement politique stable, avant le volcan qui allait survenir à la suite du vent de l'Est, 04 années plus loin. Il pose ses valises à Leipzig, pour des études de médecine qu'il mènera jusqu'à leur terme, avant d'entamer une carrière professionnelle des plus intéressantes en ce pays où le professionnalisme et la rigueur constituent un label.

Au bout d'une dizaine d'années de bons et loyaux services dans divers centres hospitaliers, la routine commence à s'installer et l'appel du pays devient plus pressant. «Parce qu'on n'oublie jamais où l'on est né, je me suis posé la question de savoir ce que je pouvais faire d'autre, dans une carrière où je suis arrivé au sommet», commente-t-il aujourd'hui. Il faut dire qu'en Allemagne, il y a un seuil au-delà duquel tout étranger ne peut plus avancer dans la profession.

Au lieu donc de plafonner et de s'endormir sur ses lauriers, Alain Nguento se donne un nouveau challenge d'homme et de médecin. C'est ainsi qu'il commence à mettre en place son organisation humanitaire, Arzt Hilft ! (en français, «le médecin aide»). L'organisation se donne pour ambition l'amélioration de la santé des populations des bas-fonds des régions sous-développées, à travers différentes actions d'aide. Pour son fondateur, cette association est une réponse technique au besoin criard de ses compatriotes ne disposant pas d'assurance maladie. Ce qui n'est pas un mince souci, lorsqu'on sait que le pouvoir d'achat de ces derniers est aussi des plus faibles.

De passage au Cameroun, M. Nguento avait d'ailleurs constaté, non sans amertu-



me, combien «les conditions n'étaient pas réunies pour poser un diagnostic digne et assurer le traitement des malades». Il monte donc Arzt Hilf !, qui depuis ajoute sa goutte d'eau dans la mer des initiatives d'amélioration des conditions de vie des populations.

Cela commence par des dons de médicaments, d'équipements et d'appareils divers nécessaires au diagnostic, au traitement et au confort des malades. Tout y passe : appareils divers, lits, mobilier...

Arzt Hilft ! est une réponse technique au besoin criard de ses compatriotes ne disposant pas d'assurance maladie. Ce qui n'est pas un mince souci, lorsqu'on sait que le pouvoir d'achat de ces derniers est aussi des plus faibles.

Depuis 2006, il ne fait plus seulement des donations : «Je me suis rendu compte, assez rapidement, que les dons étaient insuffisants au regard des besoins et de la situation dans les hôpitaux. C'est pour quoi, en plus de cela, j'ai ajouté une activité qui consiste en des journées de consul-

tations gratuites ainsi que des séances de formation pour les médecins.» Une bouffée d'air pour des populations qui, depuis lors, guettent les prochaines dates d'arrivée de ce bienfaiteur qui est déjà passé par Bandjoun, Baham, Banka, Mfou ou Douala.

Partenariat et formation

Face à ce qui apparaît comme une réussite, des partenaires allemands sont entrés dans la danse, enrôlés par un collègue qui a su leur donner envie de se joindre à l'aventure. C'est ainsi que, depuis l'année dernière, ils participent à des campagnes combinant diagnostics, soins et formation. S'agissant de ce dernier volet, le Dr Nguento annonce, dans quelques jours, une formation d'échographie dans un hôpital à déterminer au Cameroun. Un volet qui contient un élément important et qui lui tient visiblement à cœur, au même

titre que les autres aspects : le transfert des connaissances. Le Dr Nguento réfléchit à la mise en place de la télé-médecine qui consistera, pour les médecins travaillant au Cameroun, à solliciter l'expertise de leurs confrères allemands sur des cas de pathologies bien précis au moyen de l'outil tech-

nologique adapté. Un outil composé de deux ordinateurs à écran plat, d'un serveur connecté à Internet ainsi que d'une imprimante, un dispositif servant à ausculter le patient de manière électronique, permettant ainsi la facilité de communication entre le malade et le médecin ainsi qu'entre les médecins traitants du patient.

Par ailleurs, le Dr Nguento réfléchit actuellement, avec des écoles de médecine du Cameroun et plus particulièrement avec l'Université des montagnes de Bangangté, à l'effet d'avoir à disposition des étudiants en médecine pouvant assister son équipe lors des campagnes dans les villages. Un moment qu'ils pourront mettre à profit pour peaufiner leurs connaissances pratiques avec des cas diagnostiqués. Il travaille également, avec le ministère de la Santé du Cameroun, sur une éventuelle coopération : «Nous sommes sur le point de signer une entente.» Entente sur quoi, au fait ? L'homme préfère de pas aller à l'abordage, indiquant que cela sera su en temps opportun.

Pour l'heure, Alain Nguento préfère se concentrer sur l'objectif majeur des prochaines années : promouvoir la neurologie au Cameroun, car les problèmes d'accidents vasculo-cérébraux (Avc) que connaissent les populations de son pays peuvent être largement réduits. Pour peu qu'on s'y penche sérieusement. A Douala, il est ainsi en discussion pour la mise sur pied d'un Stroke Uni qui met en commun des compétences nécessaires (kinésithérapeutes, médecins, infirmiers...) à la lutte contre les Avc, qui tuent nombre de Camerounais au quotidien.

Cette unité, explique-t-il, semblable à celle qu'il a mise sur pied à Schwedt après que le géant américain Asklepios a phagocyté, en 2006, la clinique de neurologie qu'il dirige depuis 2005. Une action qui a permis à cette officine de devenir, grâce à son chef, une composante essentielle de la plus grande chaîne de cliniques privées d'Europe. Ce qui a contribué à donner une certaine aise à ce Camerounais de 47 ans. Lui qui a travaillé à augmenter la capacité d'accueil de près du double en seulement 05 ans et des services de qualité, le mode de soins ici respectant les standards requis en la matière. Toutes choses qui ont permis de baisser le taux de mortalité dans le domaine de la neurologie qui, en plus des Avc, englobe aussi des maladies comme celle de Parkinson ou l'épilepsie. Une victoire que le Dr Nguento compte désormais faire profiter à son pays d'origine.

P.T. à Stuttgart

JEAN-MARC MPAY

Les Camerounais auront leur banque en Allemagne

L'ambassadeur du Cameroun à Berlin revisite la coopération économique germano-camerounaise et parle de la situation de ses compatriotes.

Depuis que vous êtes en Allemagne, vous n'avez raté aucune édition du «Challenge camerounais» qui, visiblement, vous tient à cœur. Quelle signification donnez-vous à cet événement en tant qu'ambassadeur du Cameroun ici ?

Le «Challenge camerounais» est un événement qui réunit chaque année dans une ville allemande six, sept, voire dix mille Camerounais. Il s'agit donc d'un événement significatif pour ces Camerounais qui sont loin de chez eux, qui se retrouvent pendant trois jours et vivent comme en famille, comme à la maison. C'est un événement à la fois important et inédit puisque vous ne le trouverez nulle part ailleurs qu'en Allemagne. C'est donc pour moi une très grande joie d'être à ce rendez-vous.

Pour vous qui avez passé plus de trois décennies dans la diplomatie, comment pouvez-vous qualifier la diaspora camerounaise d'Allemagne par rapport aux autres diasporas que vous avez côtoyées par le passé ?

Je suis effectivement dans la diplomatie depuis très longtemps. Cette diaspora camerounaise est exceptionnelle, dynamique, très portée sur le développement du pays ; il s'agit d'une diaspora qui aime le Cameroun, les institutions ainsi que le président de la République.

Quand vous utilisez le vocable «exceptionnel», qu'est-ce qu'il faut en entendre ?

Je le dis parce que ce que cette diaspora camerounaise d'Allemagne entreprend, on ne peut le trouver nulle part ailleurs. Aucune autre diaspora camerounaise ne fait de même. Que ce soit au niveau des associations ethniques, tribales ou au niveau des regroupements professionnels ou plus larges, l'action de cette diaspora est unique. Je peux vous dire que l'association des médecins camerounais d'Allemagne (Camfomedics) par exemple entreprend chaque année au Cameroun une tournée, pas pour le plaisir ou le tourisme, mais pour apporter son aide médicales aux populations camerounaises.

Parlant d'initiatives de la diaspora d'ici envers le Cameroun, l'on a constaté que depuis votre arrivée à Berlin et semble-t-



il à votre instigation a été mis en place le «Fonds Cadidec». Pouvez-vous nous dire de quoi il retourne et comment ce fonds fonctionne ?

La Cameroon Diaspora Development Coopération (Cadidec) est une initiative que j'ai lancée en 2009 et que la diaspora camerounaise d'ici a embrassée. Elle a fait sienne ce concept-là. C'est une coopérative de développement –la seule et unique d'un pays d'Afrique au sud du Sahara qui existe dans un pays européen. Nous avons réussi à obtenir les autorisations nécessaires de l'Allemagne à cet effet et aujourd'hui les

clair que si le capital de la Cadidec atteint un certain niveau, les Camerounais d'Allemagne pourront créer une banque. Une première pour un pays d'Afrique noire dans un pays de l'Europe occidentale.

Avant que d'envisager l'avenir de cette coopérative, peut-être faut-il dire un mot sur ses principaux objectifs...

En tant que coopérative, la Cadidec appartient à tous ses actionnaires. En termes d'objectifs, la Cadidec en a plusieurs. D'abord dans le cadre du développement, il est question de la mise en commun des ressources pour des projets d'investissement au Cameroun. Cela parce que nous avons constaté qu'en Allemagne, les Allemands étaient quelque peu frileux à venir investir chez nous. Nous nous sommes donc dit qu'il était nécessaire de mettre nos ressources ensemble pour booster, redynamiser le développement économique de notre pays. Cela au moyen des investissements directs à faire par la Cadidec ou en partenariat avec

des entreprises allemandes. Et lorsque nos partenaires allemands réalisent que leur quote part dans ce partenariat peut être garantie par une banque camerounaise qui a son siège en Allemagne, cela ne pourra que faciliter leurs investissements dans notre pays. La Cadidec se présente donc comme ce lien, ce vecteur qui va favoriser l'invest-

tissement de l'Allemagne au Cameroun.

L'autre initiative qui fait parler d'elle et dont on a beaucoup évoqué à l'occasion de la rencontre de Stuttgart c'est le Davoc. Qu'est-ce que c'est ?

Le Davoc c'est le forum des compétences de la diaspora. C'est également une structure qui favorise le regroupement de toutes les diasporas camerounaises, pas seulement celle qui est en Allemagne. Le Davoc qui a son siège en Suisse est là pour promouvoir le développement du Cameroun par toutes ses diasporas.

Rendu à aujourd'hui, pouvez-vous présenter un bilan de ces deux initiatives ?

A l'heure qu'il est, je ne peux qu'être satisfait de l'engouement que j'ai constaté chez les Camerounais d'être actionnaires de la Cadidec. Le même

engouement est observable chez nos compatriotes pour ce qui est du Davoc pour ses idées novatrices, surtout pour ce qui est de la conception commune du développement de notre pays.

Depuis 2010, l'on parle du Cameroun émergent à l'horizon 2035. Quel pourrait être l'apport des Camerounais d'Allemagne dans cette orientation stratégique forte ?

Vous savez que son excellence Paul Biya lors du dernier congrès du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) a bien parlé de la politique des grandes réalisations. Le Cameroun ne peut devenir un pays émergent qu'en procédant étape par étape aux grandes réalisations telles que lui-même les a définies. L'apport de la diaspora camerounaise d'ici dans ce processus est très simple. La Cadidec en tant qu'institution financière pourrait donc accompagner des projets d'investissement au Cameroun. Comme je l'ai dit à mes compatriotes de la diaspora lors du Davoc 2010 à Bonn, et que j'ai réitéré au Cameroun au Davoc 2011, nous pouvons faire beaucoup de choses, nous pouvons aider notre pays à réaliser de grands projets. Le Davoc n'est rien d'autre qu'un outil pour aider le Cameroun à réaliser ses projets de développement. J'avais par exemple dit qu'on a identifié et localisé au Cameroun nos ressources minières. En amont de ces ressources, le Cameroun est en train de construire des barrages hydroélectriques et en aval, il y a ce nouveau tracé du chemin de fer ainsi

La Cameroon Diaspora Development Corporation est une initiative que j'ai lancée en 2009 et que la diaspora camerounaise d'ici a embrassée. Elle a fait sienne ce concept-là. C'est une coopérative de développement –la seule et unique d'un pays d'Afrique au sud du Sahara qui existe dans un pays européen.

Camerounais d'Allemagne, des autres pays européens voire du Cameroun peuvent acheter des actions et ainsi devenir des actionnaires de la Cadidec. Ce qu'il est bon de savoir c'est qu'en tant que coopérative, la Cadidec peut créer une banque ici, car en Allemagne la plupart des banques appartiennent aux coopératives. Cela veut dire en

que plusieurs voies terrestres qui seront construites. Il y aura également des usines qui vont sortir de terre pour transformer le minerai en métal. Et c'est à ce niveau de la transformation que la diaspora va jouer un grand rôle, apporter une contribution déterminante et significative. A mon arrivée ici en Rfa, j'ai fait le tour de plusieurs Länder pour chercher des vieilles usines, mais n'ai rien trouvé car les Chinois étaient passés avant moi. Maintenant, il n'y a que des usines modernes dont nous pouvons acquérir les équipements pour peu que nous ayons les moyens que nous pouvons mettre ensemble au sein de la Cadidec, et ensuite identifier les projets au Cameroun que nous pourrions financer.

Vous évoquez là le sujet du retour de nos experts de la diaspora en insistant, on l'a bien compris sur la Cadidec. Mais à côté d'icelui, n'y a-t-il pas d'autres actions que la chancellerie a mises sur pied pour accompagner ces experts camerounais qui souhaitent s'installer au pays ou y faire des affaires ?

Vous savez que la question du retour de nos ressortissants qui ont terminé leurs études préoccupe le gouvernement depuis très longtemps. Le gouvernement a ainsi mis sur pied des instruments comme le Paric au Fonds national de l'Emploi (Fne) pour accompagner les experts camerounais sur le chemin du retour. Cette action gouvernementale s'ajoute à celle menée par la coopération allemande à travers le Centre pour la migration internationale et le développement (Cim). Ce qu'il faut savoir c'est que ces experts sont très nombreux et dans aucun pays au monde le gouvernement n'a trouvé du travail à tous ses ressortissants vivant à l'étranger. Il ne faut pas oublier que nous sommes un pays en développement. Permettez que j'insiste sur la Cadidec qui peut aussi apporter sa contribution à

cette problématique du retour des experts. Par ailleurs, si l'on crée une banque ici et une succursale au Cameroun, qui y travaillera ? Non seulement cette banque et ses démembrements pourront absorber une partie de ces experts, mais si également cette banque finance des projets, c'est également nos compatriotes qui vont y trouver de l'emploi. La Cadidec, pour me résumer, peut apporter une contribution très significative à l'absorption des experts qui souhaitent rentrer.

Lors du dernier Challenge à Stuttgart, j'ai discuté avec beaucoup de Camerounais qui s'offusquaient de ce que cette initiative est en train d'être phagocytée par le politique qui souhaite lui donner une autre orientation. Avez-vous eu vent de ce grief et que pouvez-vous leur répondre ?

Ce sentiment ne peut qu'être celui d'une minorité. L'ambassade est en phase avec toute sa diaspora et, croyez-moi, il n'est pas dans notre intention de phagocyter comme vous dites le Challenge, bien au contraire. Nous sommes là pour accompagner cette initiative dans son mouvement, dans son évolution. Cela au moyen notamment des conseils, car nous avons une certaine expérience. Nos compatriotes du Challenge sont jeunes, ils viennent d'embrasser le monde du travail et doivent être accompagnés. Vous savez que ces jeunes m'appellent papa, et lorsqu'un père donne des conseils à ses enfants, l'on ne peut pas prétendre que le père essaye de les phagocyter. Je rappelle que nous n'avons jamais imposé quoi que ce soit, nous ne faisons que des suggestions pour le bien du Challenge et de toute la

diaspora camerounaise.

J'ai aussi constaté à Stuttgart que l'argent et la rutilance étaient en train de faire leur nid dans cette initiative. Ne doit-on pas craindre pour l'avenir du concept qui se veut un moment de rassemblement cependant qu'elle tente d'exclure sa composante la plus démunie et

La coopération a repris. Au cours des prochains mois, ce mouvement va se poursuivre avec d'autres entreprises allemandes qui se proposent d'aller au Cameroun. Ce que je peux dire sur l'avenir à court terme, c'est que d'ici à la fin de l'année, nous aurons d'autres grosses entreprises qui viendront investir chez nous.

qui présente désormais un visage plus dispendieux ?

Je ne dirais pas que le Challenge est devenu plus dispendieux ! Vous savez que vous ne pouvez rien faire sans argent ! Il y a deux choses qui demandent de l'argent au Challenge pour ceux qui y participent : le Disco night et le Gala night. Ce sont deux moments pour lesquels il n'y a aucune obligation de participation. On peut donc venir au Challenge et en repartir sans dépenser un kopeck. Dire donc que le Challenge est devenu dispendieux ne me semble pas justifié. Pour organiser le Disco night ou la soirée de gala, il faut bien louer la salle, les parkings, le traiteur ... Si par extraordinaire l'on fixait le prix d'entrée à cette soirée de gala même à 200 euros, les Camerounais viendraient ! Vous avez vu cette année qu'ils sont venus jusque d'Amérique du Nord pour participer à l'événement en compagnie de leurs compatriotes d'Allemagne et d'Europe. Les Camerounais sont très heureux de participer au Challenge et cet enthousiasme est très significatif.

Depuis l'acquisition de votre siège ici à Neu Westend il y a deux ans, l'on peut penser que vos principales difficultés sont derrière vous. Est-ce le cas ?

Je n'étais pas ici quand il y avait des difficultés. Je suis arrivé en Allemagne à la suite du décret du chef de l'Etat me nommant ambassadeur en février 2008. J'ai transféré l'ambassade de Bonn à Berlin. Le Cameroun a mis à disposition des moyens pour acquérir ce bel édifice -qui nous sert de siège- ainsi qu'une résidence tous deux modernes. Ce qui fait la fierté du Cameroun. Depuis que je suis arrivé, je n'ai pas connu de graves difficultés. Nous faisons sereinement notre travail pour le bien de notre pays.

Quels rapports avez-vous avec le pays hôte et les autres chancelleries d'Afrique qui sont ici ?

Nous entretenons de très bonnes relations

avec le gouvernement allemand. Lors de la fête du 20 mai de cette année dans les jardins de la chancellerie, le gouvernement allemand pour la première fois depuis plus de 25 ans s'est fait représenter par un secrétaire d'Etat à notre réception. Ce qui est un fait que je peux qualifier sans risque de me tromper d'unique. Dans les autres chancelleries lors des fêtes nationales, c'est le ministère des Affaires étrangères allemand qui se fait représenter soit par un sous-directeur, soit par un directeur. La présence de ce secrétaire d'Etat à notre fête est donc un fait important. Je tiens à rappeler qu'en cette année 2012, notre pays a reçu la visite des parlementaires du Bundestag, le parlement fédéral allemand, en février ainsi que le secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie au mois d'avril.

Tout cela démontre l'importance des relations germano-camerounaises.

La journée que je viens de passer à l'ambassade m'a fait constater un fait : les usagers s'exprimant en anglais ont eu du mal à se faire servir. Auriez-vous un manque de personnel anglophone ou il s'agit simplement d'un problème ponctuel ?

Ici à l'ambassade, nous avons à peu près sept personnels de langue anglaise et sept de langue française. Donc il s'agit d'un problème ponctuel.

Quelles sont les perspectives s'agissant de la coopération au niveau de la chancellerie ? Avez-vous des activités dans votre agenda qui pourraient concerner quelque investissement au Cameroun dans les prochains mois ?

Lorsque je suis arrivé ici, la coopération était à un niveau très bas. Depuis que j'ai pris le service, nous avons de grandes firmes allemandes qui prennent pied chez nous. Nous avons par exemple l'entreprise Ferrostaal qui va investir pas moins de 500 milliards de Fcfa chez nous pour monter une industrie d'engrais chimique avec 3000 emplois à la clé ; il y a la Lufthansa Technik qui a signé un accord avec la Camair-Co pour l'entretien de nos avions ; il y a cette entreprise qui vient de signer avec Elecama un accord pour l'informatisation du fichier électoral ; il y a cette autre entreprise spécialisée dans l'énergie solaire qui vient s'installer au Cameroun... Vous constatez avec moi que la coopération a repris. Au cours des prochains mois, ce mouvement va se poursuivre avec d'autres entreprises allemandes qui se proposent d'aller au Cameroun. Ce que je peux dire sur l'avenir à court terme, c'est que d'ici à la fin de l'année, nous aurons d'autres grosses entreprises qui viendront investir chez nous.

**Entretien avec
Parfait Tabapsi à Berlin**



FRANCIS POUATCHA

Des logiciels pour l'avenir

Cet ingénieur de génie a trouvé sa voie dans le secteur de l'informatique, et tente de s'imposer sur 03 continents tout en plaidant pour le transfert des connaissances vers l'Afrique.

A le voir déambuler dans le village du festival Challenge camerounais, les 26 et 27 mai derniers, on l'eût pris pour un Camerounais ordinaire comme il y en a eu des dizaines à Stuttgart, ces deux jours-là. Ce qui serait une grosse méprise, envers ce jeune responsable d'entreprise de haut vol. Et, qui plus est, exerce sur trois continents. Pour les visiteurs du stand où il a pris ses quartiers deux jours durant, au milieu de ses employés, il n'a pas fait l'économie de son énergie. Il a, autant que faire se peut, discuté avec eux et distillé des conseils à de jeunes compatriotes animés par l'envie de prendre des risques et de s'installer à leur compte.

Des conseils sans doute avisés, pour celui qui a eu le courage de se lancer dans une aventure entrepreneuriale personnelle en 2006 en créant Adorsys, spécialisée dans la construction de logiciels pour les banques et les assurances. Créée à Erlangen, en Allemagne, elle s'affirme comme le leader dans la consultation, le développement et le déploiement des solutions logicielles de grande envergure. Une réussite qui a amené Francis Pouatcha à s'installer à Atlanta, aux Etats-Unis, avant d'ouvrir une succursale au Cameroun (Douala).

Atlanta

Avant d'en arriver là, Francis Pouatcha aura fait ses classes comme tout le monde, ou presque. Parti de Douala en 1996, il s'installe à Erlangen où il étudie la Wirtschaftsinformatik, entendez l'informatique de gestion. Plus tard, il travaille pendant 02 ans pour une entreprise spécialisée dans la consultation, et enfin à Norisbank (Nürnberg), dans une entreprise bancaire où il arrive assez rapidement au niveau de chef de département du développement des logiciels.

C'est ici qu'il conçoit le fameux Easy Credit, un logiciel de gestion des crédits de consommation. Une idée et un travail qui vont vite éblouir sa hiérarchie. Rapidement, il se pose le problème de la maintenance dudit logiciel. M. Pouatcha a alors la bonne idée de démissionner. Pour mieux revenir et s'occuper de cette maintenance, essentielle pour l'établissement bancaire.

Commence alors une nouvelle carrière qui aboutit, après les premiers succès en Allemagne, à l'ouverture d'une succursale au pays de l'oncle, Sam à Atlanta. Et, pour s'affirmer dans ce territoire extrêmement compétitif, il lance un nouveau logiciel, du nom de Plooh et qui



«a pour but de sécuriser des données». Avec, là aussi, une réussite qui l'amène à songer, sérieusement, à proposer sa trouvaille au gouvernement américain dans sa lutte contre le piratage des câbles diplomatiques par des entités telles que Wikileaks.

Parce que Adorsys se veut une entreprise spécialisée «dans le conseil, l'audit et le management des systèmes d'information et qui offre la solution logicielle et l'infrastructure IT appropriées dans tous les secteurs», elle ne pouvait que voir loin, plus loin c'est-à-dire au-delà du Pacifique et de l'Atlantique.

C'est ainsi que, en 2011, est ouverte la représentation camerounaise (Douala) «avec l'intention de transférer les technologies ainsi que les connaissances en Afrique». Pour Francis Pouatcha, «le continent africain est considéré comme un continent émergent et prometteur».

Son entité va alors mettre les bouchées doubles, épaulée par ses partenaires allemands afin de mettre sur pied un logiciel facile d'accès et d'usage pour les Camerounais et les Africains.

Y parviendra-t-il ? On ne peut que

l'espérer. Entre-temps en effet, des difficultés sont apparues tels des boutons d'acné sur un visage juvénile, dès le lancement du projet dans son pays d'origine. «Le premier problème, lors de notre installation à Douala, est venu de notre notaire qui prend mon dossier et s'en va en vacances. Et, quand il en revient et que le dossier est prêt, il faut le payer d'avance. Ce qui n'était pas le plus évident, pour nous, vu que nous attendions encore d'avoir les crédits nécessaires

Adorsys créé en Allemagne s'affirme comme le leader dans la consultation, le développement et le déploiement des solutions logicielles de grande envergure depuis 2006. Une réussite qui a amené Francis Pouatcha à s'installer à Atlanta, aux Etats-Unis, avant d'ouvrir une succursale au Cameroun à Douala.

pour nous lancer», explique Pouatcha.

La deuxième difficulté sera liée au personnel qualifié, difficile à trouver sur place. Bon an, mal an il parviendra, avec son équipe, à ouvrir cette succursale qui a pour ligne directrice d'accompagner sa clientèle «dans la conception, la réalisation et le déploiement de solutions qui

améliorent la qualité de travail et la productivité de votre entreprise». Le souci majeur est alors de faire des clients les leaders dans leur secteur d'activité, à partir des moyens des technologies de l'information et de la communication (Tic).

Solutions pour l'Afrique

A côté de cela, Adorsys travaille, depuis quelques mois avec «GlobalEduPals», une fondation en création à Douala, dans le cadre du transfert de connaissances à travers un projet pilote reposant sur l'acquisition, par les Africains, des savoirs techniques avec pour challenge de faire naître des compétences de bon niveau et à bon prix sur le continent. Ce projet, qui va débiter au Cameroun avant d'irradier l'Afrique entière, repose sur quatre piliers : la promotion des formations clés comme l'électronique, l'informatique ou la mécanique ; la promotion et l'africanisation des solutions médicales pour améliorer la santé ; la préparation du terroir pour l'installation des multinationales et la promotion de la culture africaine, qui a tant à donner au monde.

Le projet est vaste. Mais il constitue un défi, pour Pouatcha et son équipe. Ce promoteur, dès le départ, avait manifesté son intention de mettre à la disposition des entreprises européennes ses expériences réalisées dans la consultation pour le développement des applications Java Entreprise (JavaEE). Et, en tant que membre du Java Community Process (Jcr), Francis Pouatcha avait un accès direct à la technologie JavaEE. Il a ainsi entraîné une équipe solide qui, jus-

qu'à ce jour, compte parmi les meilleures dans le développement Java Entreprise en Allemagne. Un savoir que ce Camerounais, la quarantaine entamée, veut implémenter dans son pays à travers un mentorat avec des Allemands. Il travaille déjà sur la question avec quelques établissements d'enseignement supérieur à Douala et à Windhoek, en Namibie. Des étudiants africains à qui il pourrait apprendre

re qu'écouter, analyser les besoins des clients et leur livrer dans les délais la solution optimale est un impératif catégorique pour qui veut durer dans la fabrication des logiciels.

P.T. à Stuttgart

DAVID MOLA

Se renouveler devant le défi énergétique

Cet ingénieur camerounais formé en Allemagne trône sur les énergies renouvelables grâce à une entreprise présente sur quatre continents.

Qui est David Mola?

Je suis né en 1970 à Djongdong (Wina) dans le département du Mayo-Danaye dans l'actuelle région de l'Extrême-Nord du Cameroun, de père paysan et de mère ménagère. En 1990, j'ai eu une bourse d'études du gouvernement camerounais pour la République fédérale d'Allemagne où j'ai fait et terminé mes études à l'université de Bochum en génie civil. Après mes études, j'ai travaillé pour une société allemande de 1999 à 2003 comme directeur commercial avant de créer mon entreprise Mola Solaire International GmbH (Msi) en Juin 2003. Aujourd'hui je suis fondateur et Pdg du groupe Mola Solar Sytems (MSS).

Pouvez-vous nous présenter votre entreprise ?

Le groupe Mola Solar Systems est spécialisé dans le domaine des énergies renouvelables sous toutes ses formes : solaire photovoltaïque, solaire thermique, éolienne, hydro-électricité, géothermie, etc. En Afrique, il est représenté en Ouganda, au Mali, en Sierra Leone, en Mauritanie, au Tchad. D'autres filiales existent en France, Turquie, Chine, Taiwan, Etats-Unis d'Amérique. L'ouverture d'autres filiales dans d'autres pays est en cours.

Vous êtes présent sur quatre continents et l'on se demande comment vous parvenez à manager autant de communautés culturelles. Quel est votre secret?

Je n'ai pas de secret. Je suis capable de m'adapter aux situations qui prévalent dans chaque pays où nous sommes actifs. Dans l'établissement d'une nouvelle filiale, je tiens à ce que mes partenaires soient associés dans la gérance de la filiale et l'actionariat. Chaque filiale fonctionne selon le droit du pays dans lequel elle a son siège. De plus, notre but dans chaque pays où nous sommes actifs est de créer des emplois dans un esprit gagnant-gagnant. Tous nos projets sont initiés en coopération avec les autorités locales. Nos partenaires apprécient notre façon de faire les affaires avec eux.

Avez-vous des difficultés particulières en tant qu'Africain noir à vous insérer dans le monde des affaires en Allemagne ?

Oui, les difficultés proviennent des préjugés existants. Ma demande de financement de projets est strictement examinée. Les institutions financières en Allemagne ont peur de ne pas récupérer leur financement, car ils se disent qu'un jour où l'autre je



pourrais disparaître définitivement au Cameroun avec leur argent. Ce qui n'est pourtant pas le cas, puisque je suis là depuis des années. Les clients, eux, ont des doutes en ce qui concerne la qualité de nos centra-

Je suis convaincu que bien exploitée, l'énergie solaire pourrait subvenir aux besoins des Africains et apporter l'indépendance énergétique durable au continent. Le surplus de cette énergie pourrait être exporté vers les autres pays.

les solaires. Certains clients doutent que nos centrales soient aussi construites comme celles des ingénieurs allemands. Après neuf ans d'expérience, nous avons pu démontrer le contraire. Toutes nos centrales solaires en opération ne posent aucun problème. Nous n'avons pas enregistré même une seule réclamation. Nos références mondiales font que ces difficultés ne jouent plus un rôle dans nos affaires.

Quel est votre moteur ou la devise qui vous permet d'avancer et de toujours vous renouveler devant les défis colossaux auxquels vous faites face dans ce secteur de haute technologie des énergies renouvelables ?

Mon moteur est ma motivation personnelle. Je suis convaincu que bien exploitée, l'énergie solaire pourrait subvenir aux besoins des Africains et apporter l'indépendance énergétique durable au continent. Le surplus de cette énergie pourrait être exporté vers les autres pays. Après l'indépendance énergétique, suivrait l'indépendance économique. C'est ainsi que l'Afrique pourrait lutter durablement contre la pauvreté. C'est cette vision qui me donne la force d'avancer et toujours me renouveler devant le défi énergétique à lever.

L'on constate que vous avez investi dans nombre de pays africains (Mali, Sierra Leone, Mauritanie...) et pas dans votre pays. Pourquoi ?

Le succès d'une filiale dépend énormément du partenaire au pays. Nous n'avons pas encore trouvé un partenaire au Cameroun

avec lequel nous pouvons réaliser notre projet de création d'une filiale. Nous nous trouvons encore dans la phase de pré-étude et déciderons le moment opportun sur la création d'une structure au Cameroun.

Si l'opportunité vous était présentée d'investir au Cameroun, le ferez-vous ? A quelles conditions ?

Bien sûr que si l'opportunité nous était présentée d'investir au Cameroun, nous le ferions avec plaisir. Comme chaque investisseur, nous avons besoin de la sécurité de nos investissements et la transparence dans l'application des lois régissant le secteur énergétique.

Le fait qu'un entrepreneur de votre taille ne puisse pas investir dans son pays d'origine peut laisser croire que ce pays-là n'est pas un bon risque pour l'investissement international. Est-ce une opinion que vous partagez ?

Non, je ne partage pas cette opinion. Le Cameroun est un pays politiquement stable, reste à voir les risques commerciaux. Dans le secteur de l'énergie, le Cameroun a fait beaucoup de progrès en mettant des lois sur place régissant le secteur. Je crois que c'est le bon moment d'investir dans le secteur des énergies renouvelables au Cameroun.

Récemment, Paul Biya vous a tendu la main dans son discours d'investiture à la magistrature suprême. L'avez-vous entendu ? Quelle réponse pouvez-vous lui donner à ce moment où les chantiers structurant ont cours chez nous et nécessitent toutes les expertises disponibles ?

Le message a été bien compris. Comme beaucoup de mes compatriotes, je suis à la disposition de mon pays et de son gouvernement. J'attends des propositions concrètes pour mettre mon expertise dans le secteur énergétique à la disposition de mon pays et ainsi trouver une solution aux délestages. C'est ce que j'ai dit au président de la République lors de notre entretien téléphonique le 06 décembre 2010.

Quelle appréciation faites-vous des experts camerounais d'Allemagne ?

Les experts camerounais d'Allemagne sont les mieux qualifiés en Afrique, ceci en qualité et en quantité. Je suis très fier de mes compatriotes. Dans n'importe quel secteur, vous allez y trouver des Camerounais. Le potentiel est énorme et n'attend que d'être mis à l'oeuvre et à l'épreuve au service de leur pays. Bien utilisés, ces experts peuvent apporter une contribution considérable au développement de leur pays.

Propos recueillis par P.T.

DIDIER DJOUMESSI

Un expert de retour n'est jamais oublié par le Cim

Le responsable en charge au Cameroun du Centre pour la migration internationale et le développement de la coopération allemande fait le point ici sur leurs activités et donne les clés pour un retour au bercail sans heurts pour les volontaires.

Vous venez de participer à la 20^e édition du «Challenge camerounais». Que signifie cette initiative pour vous et le Centre Pour la Migration internationale et le Développement (Cim) ?

Sur le plan personnel, je pense que le «Challenge Camerounais» est un événement extraordinaire qui montre que les Camerounais sont capables de réaliser des grandes choses s'ils sont mis dans des conditions adéquates. Avant mon retour au Cameroun, j'ai contribué directement au développement du Challenge en travaillant comme délégué pour le compte de la ville de Cologne. Je crois donc beaucoup en cet événement et compte toujours œuvrer sans distinction de mon lieu de résidence pour son développement. Grâce à la fonction que j'occupe maintenant au sein du Cim, je peux amener le gouvernement allemand à travers le Cim et la Giz à s'intéresser plus à cet événement. Pour le Cim, le Challenge offre un cadre unique pour rencontrer les Camerounais d'Allemagne et échanger avec eux sur les différentes manières par lesquelles ils peuvent contribuer au développement du Cameroun. Le Cim n'est pas seulement l'un des plus grands sponsors du Challenge mais contribue aussi à la diversification de son offre. La bourse de l'emploi que nous avons co-organisée avec les représentants du Business and Social Forum (Bsf) du Challenge cette année a permis aux Camerounais d'Allemagne d'avoir accès à des offres d'emploi concrètes. Ces compatriotes ont également eu droit à des informations concernant le marché du travail et sur les possibilités d'insertion des membres de la diaspora.

Faciliter le retour des Camerounais au bercail constitue pour vous un objectif de premier plan et on le voit à travers votre présence au «Challenge camerounais». Quelle était votre feuille de route à votre arrivée à Stuttgart et avez-vous réussi à la réaliser ?

Faciliter Le retour des Camerounais de l'Allemagne est en effet notre objectif principal. Pour l'atteindre, nous sommes présents partout où les Camerounais se réunissent. Le Challenge étant le plus grand événement des Camerounais de l'Allemagne, il n'est que normal que nous y soyons présents. En termes de feuille de route, nous sommes allés à Stuttgart, mes collègues du siège du Cim à Frankfurt (Mme Kerstin Schaub, MM



Jurica Volarevic et Oualid Arbib) et moi, premièrement pour une fois de plus dire aux Camerounais d'Allemagne que dès qu'ils prendront la décision de rentrer, d'investir ou de monter des projets de développement pour leur communauté au Cameroun, ils pourront compter sur le Cim. Deuxièmement, il était question pour nous

Diaspora», destinés à cofinancer les projets de développement local des associations des Camerounais d'Allemagne. Troisièmement, nous sommes venus au Challenge pour simplement écouter les membres de la diaspora, ce qui est un volet très important de notre travail, car il nous permet de comprendre quelles sont leurs besoins et préoccupations.

Ces informations nous aident non seulement à mieux connaître notre public cible, mais aussi à améliorer notre offre de service à son endroit.

L'on a entendu la diaspora ici égrener les pesanteurs qui retardent ou handicapent leur retour comme l'insécurité judiciaire et bancaire ou les lenteurs administratives. Avez-vous une réponse à ceux qui vivent le dilemme de retour ?

Le dilemme de retour est certain et n'épargne presque aucun membre de la diaspora. Même ceux qui sont bien intégrés et installés en Allemagne y sont confrontés. Ce que je peux dire en me basant sur ma propre expérience est qu'il faut parfois écouter son cœur et non la raison. L'Allemagne est sur plusieurs plans de loin plus développée que le Cameroun et

offre par ce fait même de meilleures conditions de vie. C'est difficile de convaincre une personne qui n'a jamais connu les coupures d'eau ou d'électricité pendant tout son séjour en Allemagne de revenir vivre au Cameroun où ces problèmes sont récurrents. Mais nous continuons à faire comprendre à nos compatriotes qu'ils font partie de la solution à ces problèmes et que comme Rome, l'Allemagne où ils vivent actuellement ne s'est pas construite en un jour. Ils n'ont qu'à lire un peu l'histoire de l'Allemagne pour voir que c'est au prix de nombreux efforts que ce pays a atteint le niveau de développement qui est le sien aujourd'hui. Donc si les Camerounais de la diaspora qui semblent avoir les solutions à nos problèmes ne rentrent pas, qui va le faire à leur place ? Pendant que la majorité de nos compatriotes de la diaspora considèrent le Cameroun comme un endroit où ils ne peuvent plus vivre et que l'écrasante majorité de ceux qui sont restés au pays ne pense qu'à partir pour les mêmes raisons, les Chinois et autres viennent s'installer dans notre pays pour des raisons économiques. Je crois qu'un des deux groupes a tort, et ce ne sont pas les Chinois. Donc le problème de dilemme du retour se pose quand on voit les choses à court terme, mais si on considère le fait que le Cameroun est condamné à évoluer, le problème ne se pose plus.

L'on constate que certains experts camerounais investissent sur plusieurs continents. Bénéficient-ils à votre niveau d'une considération particulière ?

Nous avons parmi les Camerounais d'Allemagne de très grands entrepreneurs tels que David Mola dans le domaine du solaire, Francis Pouatcha, dans le domaine informatique et Meli Kouala dans le domaine de l'aéronautique qui se distinguent par le fait qu'ils emploient plusieurs dizaines d'Allemands et n'investissent pas seulement en Europe. Francis Pouatcha par exemple a ouvert son entreprise en Allemagne, aux Etats Unis et au Cameroun ; David Mola quant à lui est présent en Europe, aux Etats Unis, en Afrique et en Asie. Ces trois entrepreneurs tout comme les autres que nous n'avons pas cités ici sont prêts à s'engager encore plus au Cameroun, seulement ils éprouvent encore beaucoup de difficultés d'ordre administratives quand ils veulent s'implanter. S'ils ont pu créer de milliers d'emplois directs et indirects ailleurs, ils peuvent en faire autant au Cameroun, il suffit que les conditions facilitant leur investissement soient réunies. Nous comptons selon la mesure du possible les aider dans ce sens. Nous les encourageons.

Le Cim accompagne les Camerounais du moment où ils commencent à s'intéresser au retour ou à l'investissement au Cameroun jusqu'au moment où ils quittent effectivement l'Allemagne.

Un contact permanent est donc maintenu avec les Camerounais à travers des séminaires qu'il organise à leur endroit.

de présenter les nouveaux instruments que nous avons développés ces deux dernières années pour faciliter leur retour (physique ou pas) au Cameroun, tels que le Programme Migrant comme Entrepreneur destiné à ceux qui veulent créer leur entreprise, et le «Programme d'Appui à l'Engagement des Associations de la

geons à venir malgré tout investir au Cameroun et facilitons leur implantation là où nous le pouvons. Mais il est clair que c'est plus à l'administration camerounaise que revient la tâche de comprendre l'importance de ces investisseurs pour notre pays et de mettre sur pieds des conditions pouvant favoriser l'implantation de leur entreprises au Cameroun, sinon ils seront obligés d'aller voir ailleurs.

Pouvez-vous nous expliquer comment travaille votre organisation ici en Allemagne ?

Le Cim accompagne les Camerounais du moment où ils commencent à s'intéresser au retour ou à l'investissement au Cameroun jusqu'au moment où ils quittent effectivement l'Allemagne. Un contact permanent est donc maintenu avec les Camerounais à travers des séminaires qu'il organise à leur endroit. Il s'agit entre autres des séminaires sur le retour et la réintégration socioprofessionnelle, des séminaires sur le montage et le financement des projets de développement et des séminaires sur la création d'entreprise. Le Cim participe également aux événements organisés par les différentes associations de Camerounais d'Allemagne. Dans la plupart de ses séminaires et rencontres avec les associations, ma présence en tant que représentant du Cim sur place au Cameroun est souhaitable et très appréciée par les Camerounais d'Allemagne. Selon les thèmes, je me laisse souvent accompagner par des anciens d'Allemagne pour qu'ils parlent de leurs expériences. Cela se fait dans le cadre des contrats de consultance.

L'on a constaté que vous appuyez nombre d'initiatives des experts camerounais de retour. Pouvez-vous nous donner les critères qui vous font choisir un projet plutôt qu'un autre ?

Nous ne finançons plus des projets individuels puisque notre expérience dans ce domaine n'a pas été très positive en termes des objectifs que nous voulions atteindre. Pour cette raison, nous nous concentrons pour le moment sur l'appui technique à la création d'entreprise à travers le «Programme Migrant comme Entrepreneur». Ce programme nous permet de détecter ceux des Camerounais d'Allemagne qui ont les qualités d'entrepreneur et de les accompagner de leur idée de projet jusqu'à la création de leur entreprise. Après cela, nous les aidons à développer leur entreprise. Pour ce faire, nous les aidons à recruter de la bonne ressource humaine et à faire connaître leurs produits et services à travers l'organisation des foires et des rencontres B2B.

Sur quels projets principaux travaillez-vous actuellement ?

En plus de nos tâches quotidiennes, nous voulons mettre l'accent cette année sur l'appui au développement des entreprises déjà créées par les anciens d'Allemagne et sur le renforcement du réseau des associations des anciens d'Allemagne. Pour ce qui est du premier volet, nous comptons organiser

cette année la deuxième foire des créateurs d'entreprises formés en Allemagne baptisée «Cameroon know How Made in Germany». Cette foire a connu un très grand succès en 2011 et nous comptons faire encore mieux cette année en invitant toutes les entreprises qui étaient absentes à la première édition. Nous comptons recevoir une cinquantaine d'entreprises issues de différents secteurs d'activité qui démontreront les produits qui répondent aux normes et à la qualité allemande mais qui sont conçus par des camerounais. L'appropriation du made in Germany par des Camerounais est un fait réel, c'est cela que cette foire compte une fois de plus démontrer. Nous espérons ainsi faire connaître ses entreprises au grand public et cela aura, comme l'année passée, des implications sur leur carnet de commande et leur permettra d'acquérir de nouveaux partenaires. En ce qui concerne le réseau des associations des anciens d'Allemagne, nous comptons l'aider à se renforcer afin de mieux répondre aux besoins et attentes de ses membres, et ainsi jouer un plus grand rôle dans la facilitation de la réintégration socioprofessionnelle des anciens d'Allemagne. Des premières initiatives dans ce sens ont déjà été entreprises au mois de mars 2012 et nous comptons continuer dans la même lancée. Une coopération structurée entre ces associations est le premier pas vers le développement d'un réseau fort et capable de faire du lobbying pour ses membres.

Dans votre soutien aux experts de retour, comment vous organisez-vous avec les autorités administratives ? Y a-t-il des synergies ?

Nous avons de très bons rapports de travail avec la Division des Camerounais de l'Etranger du Minrex dont le responsable fait preuve de beaucoup de dynamisme. Cette collaboration vient s'ajouter au partenariat qui existe depuis plusieurs années entre le Cim et le Fonds National de l'emploi (Fne). Ces structures ont besoin d'importants moyens pour pouvoir mieux servir

la diaspora et s'engager plus dans le domaine des migrations de manière générale. Nous allons continuer à nouer de bonnes relations avec toutes les structures camerounaises qui travaillent dans le domaine des migrations afin de concerter nos actions pour mieux répondre aux besoins de la diaspora.

D'autres instruments qui essayent d'accompagner les experts de retour sont le Cadidec et le Davoc. Quel est l'état de vos relations à l'heure qu'il est et envisagez-vous de travailler ensemble à l'avenir ?

La Cameroon Diaspora Development Cooperative (Cadidec) est une très bonne initiative que nous encourageons. En tant que coopérative qui compte mobiliser une partie de l'épargne de la diaspora pour investir dans des projets de développement, elle peut constituer un important partenaire pour le Cim, surtout dans le cadre de son «Programme Migrant comme Entrepreneur». Le moment venu, nous allons certainement nous rapprocher du Cadidec pour initier les discussions relatives à ce genre de partenariat. Pour ce qui est du Davoc, c'est une initiative qui s'intéresse à toute la diaspora camerounaise. Nous travaillons déjà ensemble et comptons continuer à le faire.

Sur quels plans avez-vous des difficultés dans votre action et comment comptez-vous les résoudre ?

Nous n'avons pas encore réussi à gagner la confiance de la plupart des grandes entreprises. Nous avons dans notre base de données des personnes très qualifiées qui sont à la page en ce qui concerne la technologies et qui ont étudié et travaillé dans un cadre où le sens de la responsabilité, la ponctualité et la compétence sont des maître-mots. Mais les grandes entreprises ne semblent pas encore être très intéressées par ce genre de compétences, pourtant elles en ont besoin pour rester compétitives. Nous n'allons néanmoins pas baisser le bras. Nous allons continuer à nous rapprocher de ces entrepri-

ses par le biais du Gicam pour les grandes entreprises et Ecam pour le Pme.

Une fois les experts de retour installés, y a-t-il au niveau de votre organisation un suivi ? Si oui comment cela se manifeste-t-il ?

Une fois les experts de retour installés, nous leur offrons la possibilité de faire partir du vaste réseau des anciens d'Allemagne, ce qui leur permet d'entrer en contact avec des compatriotes qui ont également étudié et travaillé en Allemagne. En rencontrant les membres du réseau, ils peuvent s'échanger sur les thèmes professionnels et sociaux. Nous leur offrons également à travers la plateforme mondiale des Alumni d'Allemagne (Alumni Portal Deutschland) la possibilité de rester en contact avec les anciens d'Allemagne du monde entier. Le Cim et les autres organismes de la coopération allemande font appel à l'expertise des anciens d'Allemagne chaque fois que l'opportunité se présente, que ce soit dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un contrat de consultance. Enfin, nous offrons la possibilité aux experts de retour de rester en contact avec le monde académique en Allemagne en finançant leur participation à des conférences en Allemagne et en finançant leur achat d'ouvrages scientifiques et cela annuellement. Un expert de retour n'est jamais oublié par le Cim.

Cela doit particulièrement vous réjouir au niveau de la Cim qu'Alamine Ousmane Mey, un ancien d'Allemagne, ait été récemment porté à la tête du ministère des Finances ?

En tant que personne travaillant pour faciliter le retour des Camerounais d'Allemagne afin qu'ils contribuent à travers leurs compétences au développement du Cameroun, je ne peux que qu'être très fier de voir qu'un ancien d'Allemagne, de surcroît l'un des plus méritants, ait été nommé ministre des Finances. Sa manière de gérer son ministère est actuellement très appréciée par les Camerounais et nous croyons que son séjour académique en Allemagne y est pour quelque chose. Son parcours depuis son retour au Cameroun est exemplaire et j'invite tous les anciens d'Allemagne et les membres de la diaspora camerounaise d'Allemagne à suivre son exemple. Le pays de Goethe est la première puissance européenne parce qu'il forme très bien ses cadres et le Cameroun doit être fier de faire appel à ses compatriotes ayant étudié et travaillé dans ce pays, car ils constituent une excellente réserve en ressource humaine de très bonne qualité. L'état et le secteur privé gagneraient beaucoup à puiser de plus en plus dans ce réservoir. Les grandes entreprises allemandes comme Bosch, Continental, Mercedes, Deutsche Bank et autres l'ont déjà compris et recrutent les camerounais d'Allemagne par centaines chaque année. Avec près de 6 000 étudiants camerounais actuellement en formation en Allemagne, le potentiel est énorme et notre pays doit tout faire pour en profiter en s'appuyant sur le Cim.

Entretien avec P.T. à Stuttgart



PAUL NDI NDI

Une vision pour l'immobilier

L'architecte rêve d'investir au pays, dans un secteur qu'il maîtrise et dont il connaît l'importance pour le Cameroun. Mais le manque de vision des dirigeants locaux l'intrigue.

Qui se cache derrière le nom de Paul Ndi ?

Je suis un architecte camerounais, je vis en Allemagne depuis 22 ans. J'ai fait mes humanités d'architecture à Darmstadt avant d'aller travailler à Berlin. Dans l'espace, j'ai été professeur dans une université. Depuis 02 ans, je travaille pour Aos Studley à Berlin comme Project Director. Il s'agit d'une multinationale dans le secteur de l'immobilier.

En quoi consiste exactement votre travail au sein de cette multinationale ?

Je travaille avec des firmes multinationales comme Oracle, pour tout ce qui concerne l'immobilier. Notre rôle consiste à donner des conseils pour ce qui est de l'aménagement de bureaux pour les employés, du design et du décorum interne des bâtiments de 200 à 2000 personnes. Bref, il s'agit d'un travail qui va jusqu'à la remise des clés au client.

Vous venez de prendre part au 20^e anniversaire du Challenge camerounais à Stuttgart. Qu'est-ce qui vous y a amené ?

Je suis venu pour promouvoir la Cameroon Development Cooperative (Cadidec), qui a été créée avec l'appui et le parrainage de l'ambassadeur du Cameroun à Berlin, Jean-Marc Mpay. Notre objectif premier est de voir les Camerounais de la diaspora se mettre ensemble et avoir la force nécessaire pour impacter, de manière significative, sur les relations germano-camerounaises, faire des investissements d'envergure au Cameroun, avoir une voix qui porte et, ainsi, contribuer au processus de développement du Cameroun.

Concrètement, qu'a fait la Cadidec jusqu'ici ?

Nous étions jusqu'ici dans la phase



de création et de consolidation de cette coopérative, histoire de permettre aux Camerounais qui vont y prendre des actions d'être en confiance. Nous sommes en train d'enregistrer les membres, et c'est seulement quand nous aurons atteint un certain

Ce qui me dérange, c'est que j'ai comme l'impression qu'on construit un peu en désordre, sans se projeter dans le futur, sans penser à l'avenir. J'ai peur que nos dirigeants n'aient pas beaucoup appris de ceux qui ont construit les villes ailleurs et que, dans 10 ou 20 ans, on en soit à tout recommencer parce qu'on n'avait pas bien organisé cet investissement immobilier.

seuil que nous allons lancer nos activités de développement.

Vous est-il déjà arrivé de faire des affaires au Cameroun ?

Bien sûr que j'ai déjà fait des affaires

au Cameroun ! Toutes les initiatives que nous y avons prises n'ont pas eu le succès escompté, du fait de plusieurs problèmes au premier rang desquels le temps. La société camerounaise n'est pas comme celle dans laquelle nous vivons ici, en Rfa. Au Cameroun, outre la lenteur que j'évoquais tantôt, il faut en plus être physiquement présent pour que les choses marchent. C'est de la confiance qu'il s'agit. Autre chose, lorsque nous travaillons avec des organisations au Cameroun pour le Cadidec, nous nous attendons qu'elles nous produisent un business plan et nous voyons si nous pouvons faire des affaires.

Si l'opportunité vous était présentée, comme Camerounais, de venir investir au Cameroun, le feriez-vous ?

Les conditions sont à connaître sur

place, car on ne peut pas partir en se disant qu'il faut telle ou telle condition. Si je dois faire individuellement des affaires au Cameroun, c'est dans l'immobilier, que je connais un peu.

Au Cameroun, justement, on parle de plus en plus de logements sociaux ou de grands projets immobiliers. Etes-vous au courant ? Pensez-vous pouvoir proposer quelque chose dans ce sens-là ?

Les projets, ce n'est pas le plus difficile. Je peux imaginer par exemple un projet de complexe abritant des bureaux ou des habitations. Mais il ne suffit pas d'avoir une idée, encore faut-il la mener à bien en y intéressant des partenaires. Je suis rentré du pays il y a quelques jours, pour tâter le terrain et voir avec qui je peux travailler dans le cadre d'un projet.

Après ce voyage, vous avez l'impression que vous pouvez faire des choses au Cameroun ?

J'ai vu qu'au pays, il y avait des chantiers de construction un peu partout. Ce qui me dérange, c'est que j'ai comme l'impression qu'on construit un peu en désordre, sans se projeter dans le futur, sans penser à l'avenir. J'ai peur que nos dirigeants n'aient pas beaucoup appris de ceux qui ont construit les villes ailleurs et que, dans 10 ou 20 ans, on en soit à tout recommencer parce qu'on n'avait pas bien organisé cet investissement immobilier.

En dehors de cette inorganisation, comment avez-vous senti le pays pour ce qui est de la vie quotidienne ?

J'ai vu que la vie là-bas est divisée en deux : d'un côté, une infime minorité qui a tous les moyens et tous les pouvoirs ; de l'autre, une vaste majorité qui n'a rien. Cela m'inquiète d'autant plus que, quand je quittais le Cameroun il y a 20 ans, il y avait quand même une classe moyenne assez importante.

Propos recueillis par P.T. à Stuttgart

ACCOMPAGNEMENT

Trous d'air dans le sens des retours

Face à l'inefficacité de la batterie des programmes institutionnels d'incitation pour le retour d'entrepreneurs de la diaspora, les syndicats patronaux montent au créneau.

Par Eric Roland Kongou

Journaliste

La corbeille des mesures incitatives pour le retour des investisseurs de la diaspora foisonne de programmes : Paric (Fne), Pari-Jedi (Minjeun), les programmes du Minesup, Minrex, l'Office français pour l'immigration et l'intégration (Ofii), etc. Dix ans après l'intensification de ces programmes, on n'assiste toujours pas à un retour massif des Camerounais de la diaspora estimés à quelque quatre millions. Et pourtant, le discours politique fait une part belle à ces camerounais de l'extérieur. Lors de son discours d'investiture de novembre 2011, Paul Biya, le président de la République, lançait un appel solennel aux Camerounais de l'étranger : *«En plaçant mon mandat sous le signe des Grandes Réalisations, je vous invite tous à faire montre de plus d'audace, de plus de créativité, de plus d'innovation. Vous, Camerounais de la diaspora en particulier, sortis des plus grandes écoles, exerçant vos activités dans des sociétés de rang mondial, vous qui excellez dans les domaines de pointe, le moment est venu de mettre votre expertise au service de votre pays».*

Des mois plus tard, les entrepreneurs de la diaspora restent visiblement muets à «l'appel de novembre 2011». Pourtant, une récente étude de la coopération allemande a mis en exergue la contribution des Camerounais au développement de l'Allemagne. Cette étude examinait la structure et les potentiels de la communauté des migrants camerounais en Allemagne et les activités qu'ils mènent en rapport avec leur pays d'origine. 14.414 camerounais vivent aujourd'hui en Allemagne. A ce chiffre, il faut ajouter les migrants en situation irrégulière, les naturalisés, ou ceux titulaires d'une autre nationalité. Les Camerounais constituent d'ailleurs aujourd'hui le plus grand groupe d'étudiants et de diplômés originaires d'Afrique subsaharienne en Allemagne. Un constat qui fait dire à Protas Ayangma, président du groupement patronal, E-Cam que «compte tenu des besoins de main d'œuvre qualifiée et du vieillissement de la population en Allemagne et dans l'ensemble de l'UE, les migrants camerounais sont donc du fait de leur jeunesse et de leur profil éducatif de haut niveau, un groupe qui présente un important potentiel économique tant pour la société camerounaise que pour la société allemande».

Doing business

Pendant ce temps, le Cameroun, pays d'origine de ces entrepreneurs qui contribuent à faire de l'Allemagne la première économie européenne, est dans un curieux statut quo. En dépit des chants de gloire entonnés autour des gains de quelques places, le Cameroun ne figure guère qu'au 161^{ème} rang sur 183 du classement Doing Business 2012. Soit une «amélioration» de quatre places par rapport à l'année dernière. Mais ce que la politique ne dit pas,

c'est que le Cameroun figure parmi les 25 derniers pays dans ce rapport de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (Sfi). D'où les questions : qu'est-ce qui constitue le blocage de l'assainissement du climat des affaires au Cameroun, susceptible d'encourager les entrepreneurs de la diaspora à venir ? Comment inverser la tendance ? Les mesures incitatives sont-elles suffisamment pertinentes et alléchantes ? Les deux principaux mouvements patronaux du Cameroun (le Gicam et E-Cam) semblent avoir trouvé des réponses qu'il serait intéressant d'écouter.

Alain Blaise Batongué, secrétaire exécutif du Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam) avance une première piste : *«En mars dernier, le Président du Gicam a convenu avec les opérateurs économiques qu'il a rencontrés à Paris de la création d'un guichet chargé de l'accompagnement des opérateurs économiques de la diaspora qui souhaitent investir au Cameroun et de leur implication dans toutes les activités du Gicam. Ces résolutions ont déjà commencé à se traduire dans les faits. Plusieurs chefs d'entreprises basés à l'étranger ont déjà saisi le Gicam et vous avez noté leur forte mobilisation au cours de l'Université du Gicam. A cette occasion, nous avons posé les jalons d'autres initiatives comme la mise en place d'une plateforme d'investissement, d'une bourse des compétences et d'une plateforme technique. Un délégué Gicam France a d'ailleurs été désigné en la personne de Jean Marie Tallet».* A cette initiative, il faut ajouter d'autres actions concrètes notamment la première édition des universités du Gicam en juin 2012 et les journées germano-camerounaises organisée à Douala il ya deux ans.

Doper les investissements

Face à cette offensive du Gicam, Entreprises du Cameroun (E-Cam) a aussi lancé un pont vers la diaspora : *«Le mouvement patronal Ecam évolue depuis déjà deux ans dans la sphère de représentation du secteur privé, il a ceci de particulier qu'il est un mouvement ouvert sur l'extérieur, confie Protas Ayangma, son président. Dans ce sens, nous avons déjà des résultats significatifs matérialisés notamment par un partenariat avec le Cameroon Business Club de Londres –le plus actif regroupement d'hommes et femmes d'affaires camerounais basés au Royaume Uni- (qui est d'ailleurs venu à Promote 2011 sous la bannière d'Ecam), l'adhésion d'une dizaine d'entreprises appartenant aux camerounais de la diaspora à Ecam, avec une volonté affichée par ceux-ci d'être de plus en plus présents dans le réseau Ecam, des contacts prometteurs en Afrique du Sud, aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil, en Suisse, au Gabon, au Nigeria et en Allemagne. Je signale également ce partenariat effectif avec le Cabinet Finafrique basé à Paris autour de la formation des Pme/Pmi dans le cadre du programme Sme Toolkit de la Sfi. Ecam est également sollicité par les missions diplomatiques et les entrepreneurs étrangers au sujet*



Sur le terrain, la diaspora s'active déjà.

de l'identification de partenaires locaux. Cet axe de travail est sérieusement renforcé depuis 2012», assure Protas Ayangma. Cette démarche d'E-Cam entre en droite ligne avec les résolutions de la 5^{ème} session du Conseil d'Administration tenue le 2 novembre 2011 à Douala. Le communiqué final au point 7 stipulait que les administrateurs se sont accordés sur les points suivants : *«Renforcement des contacts avec les entrepreneurs camerounais de la diaspora et les patronats de la sous-région Ceeac».*

Comme on le constate, les deux mouvements patronaux majeurs du Cameroun s'accordent à reconnaître le poids de la diaspora dans le décollage de l'économie. Le Gicam a même fait des simulations sur ces apports : *«Pour accélérer la croissance, il faut absolument doper les investissements. Les simulations que nous avons faites montrent que le gain d'un point de croissance par an exige le doublement de l'effort supplémentaire d'investissement annuel privé non pétrolier pour la porter à environ 520 milliards par an au lieu de la moyenne de 200 milliards sur laquelle l'on table actuellement pour la période 2011-2013. Il est donc indispensable de mobiliser des ressources à l'extérieur et dans un contexte où nos partenaires traditionnels sont en proie à des difficultés économiques, il faut nécessairement mettre à contribution les ressources de la diaspora»*, soutient Alain Batongué, secrétaire exécutif du Gicam.

Double nationalité

L'environnement des affaires est en effet handicapé par les multiples problèmes de gouvernance dans l'organisation et le fonctionnement des administrations (lourdeurs et opacité des mécanismes, corruption, etc). *«S'agissant par exemple des formalités de création des*

entreprises et malgré l'existence des centres des formalités de création des entreprises, les délais demeurent longs et, surtout, le nombre de procédures est exagérément élevé. Par ailleurs, l'environnement fiscal est caractérisé par une frilosité qui n'est pas de nature à susciter la confiance des opérateurs économiques : je n'en veux pour preuve que la suppression unilatérale de certaines des mesures incitatives adoptées pour attirer les investisseurs», déplorait en son temps, Martin Abéga, le prédécesseur de M. Batongué.

Fort de cela, conclut Protas Ayangma, Ecam attend notamment de l'Etat quatre mesures essentielles : *«premièrement ramener les délais de paiements à 60 jours. En effet, les longs délais imposés par l'Etat et les grandes entreprises fragilisent les Pme et occasionnent de lourdes charges financières qui ont un effet négatif sur leur rentabilité et leur développement et constituent un facteur de défaillance des Pme. Deuxièmement, orienter la dépense publique vers les Pme en leur réservant au moins 30% des marchés publics ; troisièmement, restructurer les outils d'intervention de l'Etat comme le Fne, le Ministère de l'Agriculture et créer un guichet unique pour le financement de l'emploi, ceci en réponse à la mauvaise gestion de plus de 50 milliards de Fcfa, distribués aujourd'hui à travers le Minader, le Ministère de l'Emploi, le Ministère de la Jeunesse et le Fne. Et enfin, quatrièmement : mettre en place une politique de bonification d'intérêt et de prêts à taux préférentiels».*

Au delà de l'amélioration de l'environnement des affaires et la multiplication des sources de financement pour attirer les investisseurs et la diaspora, il convient de remettre sur la table l'épineuse question de la double nationalité.

DR HONORÉ MIMCHE

L'expertise camerounaise est très appréciée à l'étranger

Le sociologue analyse la question migratoire au Cameroun et donne les clés pour une meilleure valorisation du potentiel des Camerounais de l'étranger. Il pense notamment qu'il faut une structure d'intermédiation entre le Cameroun et sa diaspora.

Il existe aujourd'hui de par le monde une masse critique de Camerounais formés dans divers domaines. Cela aurait pu être source de fierté si seulement ces expertises revenaient se mettre au service du pays. N'y a-t-il pas lieu de crier au gâchis ?

Je vous remercie déjà de l'honneur que vous me faites de partager mes réflexions sur ce sujet qui me préoccupe depuis quelques années déjà. Comme les données de différentes sources l'attestent aujourd'hui -et je pense notamment aux données des recensements ou de diverses enquêtes, aux sources administratives et particulièrement aux sources consulaires- l'émigration internationale prend de l'ampleur au Cameroun. Parmi les nouvelles destinations, on retrouve divers pays d'Europe, dont l'Allemagne, d'Amérique, d'Asie, etc. Une masse critique de Camerounais s'est donc constituée de par le monde. Ils sont évidemment formés dans plusieurs champs (médecine, technologie, lettres et sciences humaines). En Afrique subsaharienne, le Cameroun est en train de se constituer comme un des pays exportateurs de migrants. Compte tenu des caractéristiques que prend cette migration, on constate que les personnes hautement qualifiées y occupent une place de choix. A la faveur du contexte de crise et surtout de la lenteur qu'a connue notre système éducatif à se diversifier pour répondre aux nombreuses sollicitations des jeunes Camerounais à la recherche de nouvelles formations adaptées à un monde en pleine mutation, plusieurs de nos compatriotes se sont lancés dans l'aventure estudiantine à l'étranger. Contrairement aux flux observés dans les premières années de l'indépendance qui ont conduit aux retours, exception faite de l'exil de quelques hommes et figures politiques pour des raisons évidentes (je pense au remplacement des colons), les flux contemporains ne s'accompagnent pas de retours conséquents.

Le solde migratoire à ce niveau semble négatif, c'est vrai que je n'ai pas de données exactes. Mais la montée de politiques de retour peut faire penser à cela. On assiste à une sorte d'hémorragie que les autres ont souvent appelé la fuite des cerveaux et qui prend aujourd'hui l'allure d'une migration de professionnels hautement qualifiés. Pour revenir à votre préoccupation, je pense que l'avis qu'on peut émettre dépend des ficelles par lesquelles on veut les lire. Ça peut déranger lorsqu'on est amené à penser que c'est un investissement non productif pour notre pays, si l'on suppose que notre gouvernement y a investi. Par ailleurs, si vous pensez que ces derniers peuvent constituer un atout pour le développement de la nation, on peut donc penser à un gâchis. Mais je vous invite à vous souvenir qu'avant les récentes sorties du président Biya dans le cadre de sa campagne électorale de 2011, certaines de ces personnes étaient généralement mal perçues puisque lors de ses multiples voyages à l'étranger, il a généralement été soumis à des marches de protestation de sa politique. C'est pour vous dire qu'à un moment on n'a pas songé fonder le développement sur ces compatriotes, même lorsqu'ils se retrouvaient à la Nasa ou dans de très grandes firmes industrielles ou de très grandes institutions de recherche ou universitaires de par le monde.

Je prends aussi à témoin le fait qu'en l'absence d'un engagement décennal qui a souvent contraint au retour des émigrés, les compatriotes se sentent



à l'aise à rester plutôt qu'à revenir lorsqu'ils sont conscients des conditions de travail, des salaires qu'ils auraient ici par rapport à ce qu'ils gagnent là-bas. En sociologie des migrations, on parle très souvent de la théorie des facteurs répulsifs et de facteurs attractifs pour montrer qu'il existe dans les pays de départ, comme dans ceux d'accueil, des facteurs, non exclusifs, qui peuvent faire comprendre les mobilités et les migrations des élites intellectuelles. Je suis donc un peu réservé lorsque vous parlez de gâchis. Je fini en vous faisant savoir qu'il faut aussi interroger les flux financiers générés par ces migrations pour parler réellement d'un gâchis. Certains pensent que c'est souvent supérieur à l'aide publique au développement. Examinez aussi les impacts sociaux de ces flux migratoires et financiers pour conclure au gâchis. Lorsque vous parcourez certaines régions affectées par ces flux, vous comprenez qu'en restant ici, on n'observerait pas certaines dynamiques sociales et économiques.

D'après vous, pourquoi les diplômés camerounais ne rentrent pas ?

La migration est devenue quelque chose d'extrêmement complexe. De ce point de vue, plusieurs éléments doivent être pris en compte... Voyez-vous, lorsque certains thuriféraires décident de prendre en otage toute une République, les biens de la République et son peuple, c'est une manière de pousser les élites à partir. C'est d'ailleurs pourquoi, même parmi les jeunes en formation dans les écoles professionnelles du pays, le seul projet, c'est de « partir à tout prix » pour reprendre le titre du film d'une cinéaste camerounaise. L'importance des flux privatisés que nous révèle

l'Opération épervier traduit l'incapacité d'un Etat et de ses principaux acteurs à mettre en place les véritables conditions pour stimuler chez les jeunes générations l'envie de rester au pays. Dans cette perspective, lorsque vous vous trouvez à l'étranger, le discours de ceux qui sont dans les pays africains (Maroc, Tunisie, Lybie, Sénégal, etc.), c'est de se retrouver en Europe. Pour ceux qui y sont déjà, il n'y a aucun rêve de revenir, si oui pour une petite minorité. Lorsque vous observez ce qui s'est passé avec le recrutement des 25 000 à la Fonction publique, vous constaterez que même certains qui avaient déjà un emploi localement n'ont pas choisi de servir ce pays par son administration publique, à cause notamment de très mauvaises conditions de travail et salariales. Vous comprenez donc que ceux qui sont formés à l'étranger ne peuvent rentrer que de façon circonstancielle lors des vacances, des cérémonies familiales. Très peu cherchent à rentrer au pays pour plusieurs raisons dont les fondamentales sont économiques, sociales et politiques.

Sur le plan économique, les différences de salaires constituent un facteur non moins important. Sur le plan social, les revenus ne permettent pas toujours de répondre à toutes les sollicitations. Vous savez bien que le migrant a très souvent été pris en charge et qu'il est soumis à un devoir de solidarité qui l'oblige à prendre en charge les autres membres de la famille. Troisièmement, et ne l'oublions, pas nos compatriotes ont subi les effets de leur milieu. Ainsi, le système de gouvernance ne permet pas toujours un retour et leur intégration. Le système de corruption généralisée, la mal gouvernance qui caractérise toutes les sphères de la société sont des aspects qui ne les

motivent pas, même lorsqu'ils veulent rentrer pour s'installer à leur propre compte.

Enfin, lorsque vous discutez avec ceux qui ont tenté de rentrer et qui sont repartis pour d'ailleurs influencer les autres, il existe d'énormes difficultés au pays à investir. L'environnement des affaires est aussi une des contraintes qu'ils évoquent très souvent dans la mesure où ils sont nombreux qui ne veulent même pas rentrer pour travailler dans une administration publique. Il n'existe donc pas toutes les facilités envisagées au niveau politique pour le retour des émigrés camerounais.

Comment peut-on améliorer les conditions de retour ?

J'ai souvent pensé que des mesures politiques peuvent y jouer un rôle important. Mais, les migrants doivent aussi être sensibilisés, car ils sont informés sur le pays via internet et ne disposent pas toujours de bonnes informations sur le pays, en dépit de certaines difficultés qui sont réelles. Vous savez qu'au Maroc, au Sénégal et au Mali, les migrants occupent une place importante dans les politiques de développement national. La place qu'on leur accorde dans les choix politiques les pousse à rentrer, même si on observe plus des formes de circulations migratoires, c'est-à-dire des allers et retours permanents entre les régions d'origine et les pays d'immigration.

Il n'y a d'ailleurs pas que ceux qui rechignent à rentrer, il y a aussi le problème de la fuite des cerveaux, caractérisé par le départ massif de jeunes qualifiés et de scientifiques. Quels sont les impacts à court et à long terme de ce phénomène sur le pays ?

Effectivement et comme vous le soulignez, la complexité des migrations internationales camerounaises se traduit par cette diversification des flux. A côté des non retour suite aux migrations pour études, on note un processus de départ facilité à la fois par les politiques sélectives impulsées par les pays du Nord et le contexte de mondialisation. L'histoire des migrations internationales camerounaises montre qu'aux migrations scolaires internationales qui ont caractérisé les premières années d'indépendance, se sont succédé de nouveaux flux depuis le début des années 90, basés sur de nouvelles logiques sociales. Pendant la colonisation, l'expatriation pour études a été considérée comme un des points forts des politiques volontaristes de développement. Les migrations Nord-Sud des élites constituaient un investissement sur l'avenir, sous-tendu par une logique de reproduction sociale ; les enfants des élites devant assurer le relais des administrations coloniales. C'est pourquoi on parle de plus en plus d'émigration de personnes hautement qualifiées. Ces flux sont importants dans certains secteurs : enseignement supérieur, recherche scientifique, santé. A titre d'illustration, en 2005, on évaluait à 109 le nombre de médecins travaillant dans les pays de l'Océ. D'après certaines études qui sont réalisées sur la question, 8% des médecins formés au Cameroun vont travailler à l'étranger. En revanche, 18,9% des infirmières formées dans ce pays décident d'émigrer. Vous comprenez que le problème est pré-occupant surtout lorsqu'on sait que dans nos villes, la couverture médicale n'est pas suffisante pour répondre à une demande sans cesse croissante. C'est pour vous dire que les effets sur le système

de santé, le système éducatif sont évidents. Lorsque ce sont les plus compétents qui partent, on suppose que la qualité de notre système de santé ou de notre système éducatif, notamment l'enseignement supérieur est affectée. Sur le plan de la santé, ceci peut jouer sur la morbidité, la mortalité puisqu'on ne dispose dans ce cas pas de ressources humaines de qualité pour répondre à nos problèmes. Certains théoriciens influencés par l'école de la dépendance pensent même que ceci ne peut à terme que contribuer au développement du sous développement de ces secteurs, c'est-à-dire leur dépendance continue de l'appui technique étranger.

Comment mettre fin à l'exode des cerveaux ?

La cause la plus évidente constitue selon l'approche par les causes des problèmes, les conditions d'existence qu'il faut améliorer. Les politiques visant l'amélioration des conditions de vie des populations peuvent, peut-être, contribuer à limiter les flux. Mais en approchant le problème de la sorte, on occulte certainement des facteurs individuels liés aux motivations des élites intellectuelles à quitter leur pays. Vous savez bien qu'ils sont nombreux qui partent pour travailler dans des secteurs qui ne cadrent pas souvent avec leur profil de base, l'essentiel pour eux étant de partir. Je pense aussi au système de gouvernance qui n'est pas favorable à l'expression des libertés individuelles. Lorsqu'on considère les secteurs clés qui sont touchés (santé, recherche et enseignement supérieur) on comprend que les conditions de travail qui leur sont proposés ailleurs sont plus attrayantes. Vous savez que, comparées aux autres pays, les conditions qui sont réservées aux fonctionnaires camerounais de ces corps de métiers ne sont pas aussi intéressantes. Mais dans l'ensemble, je pense qu'il faut un courage politique si l'on veut réellement faire de ces cerveaux des capitaux pour le développement local. Je ne crois pas percevoir cette volonté comparativement à certains pays comme le Maroc, le Sénégal, le Mali et j'en passe. Ils sont nombreux qui partent malgré eux parce qu'ils estiment qu'ils ne sont pas considérés dans leur pays. Lorsque vous voyagez, vous le constatez dans d'autres pays où l'expertise camerounaise est très appréciée et très valorisée par contre. Enfin, je pense qu'il faut engager une véritable lutte contre la corruption pour instaurer un système plus fondé sur le mérite que sur le militantisme ou le clientélisme politique, qui favorise plutôt l'émergence de la médiocrité. C'est malheureusement cela notre système, même si peu de gens de bonne foi le perçoivent ainsi. Ce qui embête le plus, c'est l'inertie avec laquelle le problème est considéré par le politique. Ce qui crée finalement un système fondé sur l'amalgame et dans lequel les plus médiocres trouvent leur compte et encouragent implicitement les départs des plus travailleurs.

Est-ce que l'exode n'est pas finalement une réponse aux injustices de notre société de plus en plus inégalitaire et verrouillée ?

Partant de l'hypothèse sociologique selon laquelle la réalité migratoire est tellement complexe, je pense que vu sous cet angle on peut risquer de simplifier les choses. Elles sont beaucoup plus complexes que cela. Les injustices constituent un facteur parmi une multiplicité de facteurs. En pensant que c'est ce qui permet de comprendre cet exode, on oublie très souvent la place que l'émigration occupe dans l'imaginaire collectif. Les gens ont l'habitude de dire que «la pauvreté d'ici n'est pas semblable à celle de l'Europe», une façon de dire

que «même si on y vit dans la rue, l'essentiel c'est de partir». Par ailleurs, je connais des étudiants de l'Ecole normale supérieure qui souhaitent partir alors qu'ils ont une sécurité professionnelle. Ils savent très bien qu'ils n'y travailleront que dans des secteurs précaires. Enfin, je suis souvent contre des explications simplistes. Si c'était le cas, pourquoi tout le monde qui subit ces injustices ne

Les relations entre le gouvernement et les migrants internationaux ont d'abord été fondées sur la suspicion et la peur. On est dans un système où l'alternance n'est pas intégrée et tous les éléments externes sont vus comme des facteurs de révolution. D'où la peur observée vis-à-vis de tout ce qui vient de l'étranger surtout qu'on peut y voir une influence étrangère pouvant conduire à la déstabilisation du système.

part pas. Je me suis retrouvé dans mes enquêtes sur l'immigration clandestine dans certaines villes d'Afrique occidentale comme Agadez ou dans le Nord du Tchad. J'ai vu les risques encourus par les migrants qui retrouvent sur leur passage des débris de corps humains mais qui ne se découragent pas. Ceci m'a amené à penser que l'émigration est plus une question de la perception des risques. Je prends ces exemples pour dire simplement que la pauvreté à elle seule ne peut justifier certains comportements. Elle ne suffit pas pour que l'événement survienne. Sinon tous les pauvres chercheraient à partir.

On a pu constater que certains qui réussissent là-bas sont aussi parfois des exclus d'ici... Doit-on comprendre leur refus de revenir comme une revanche contre un système qui produit l'injustice sociale ?

Je suis certes d'accord, mais je crois avoir émis des réserves à cette façon de voir les choses. Je reconnais que s'ils ne trouvent pas leur compte ici, ils peuvent ne pas être tentés de revenir. Mais cette thèse doit être relativisée par au moins deux éléments explicatifs. D'une part lorsqu'on sait que le départ est pris en charge par un vaste réseau social et familial, il y a par principe de solidarité comme une obligation sociale de revenir, soit pour des raisons familiales, soit pour d'autres raisons. D'autre part, même si vous êtes milliardaire là-bas, il y a des comportements qui vous font comprendre que vous êtes venus de quelque part. La montée du Front national en France est à ce titre un bon exemple pour justifier cet argument. Il y a comme un discrédit que les sociologues ont appelé la stigmatisation qui pèse sur vous. Un sociologue algérien nommé Sayad y a d'ailleurs consacré une réflexion pour montrer que les immigrés sont victimes d'une double peine liée à leur origine et à leur difficulté d'intégration. Regardez même ici comment sont considérés ceux qu'on appelle les gens venus d'ailleurs dans nos villes ou dans nos fiefs ethniques.

Pourquoi le Cameroun ne profite-t-il pas assez des retombées du savoir faire de sa diaspora à l'instar des pays comme la Chine ou l'Inde par exemple ?

Je pense que même dans les cas que vous prenez, il a fallu du temps pour y parvenir. Et comme ces pays, on tarde à y arriver, mais il y a des dynamiques de changements dans la perception des migrants et de leurs rôles dans le développement national. Comme je l'ai dit, les relations entre le

gouvernement et les migrants internationaux ont d'abord été fondées sur la suspicion et la peur jusqu'au récent discours de campagne plutôt satirique de M. Biya. On est dans un système où l'alternance n'est pas intégrée et tous les éléments externes sont vus comme des facteurs de révolution. D'où la peur observée vis-à-vis de tout ce qui vient de l'étranger surtout qu'on peut y voir une influence étrangère pouvant conduire à la déstabilisation du système qui pour certains restera éternel.

Le discours officiel vous rassure-t-il quant à la volonté politique de mettre à contribution les Camerounais de la diaspora dans l'œuvre de construction nationale ?

Vous parlez bien du discours officiel et de nature politicienne si vous permettez que je complète votre propos. Les sociologues de par leur nature sont très prudents sur tout ce qui relève de l'officiel. Pour nous, il n'y a de vérité que du caché. La question qu'il faut se poser c'est le temps pris

pour prononcer ce discours officiel de campagne électorale dont l'objectif est réellement de séduire la communauté internationale dont les relations avec le régime de Yaoundé ne me semblent pas au beau fixe. La question qu'il faut donc se poser c'est sur les enjeux d'un tel discours et son ancrage dans la réalité. La dernière réserve que je formule à ce discours officiel m'est inspirée par les relations entretenues par nos institutions consulaires ou nos ambassades avec nos compatriotes. Je crois que pour certains pays où je suis passé, nombre de compatriotes ne savent pas où se trouvent leur ambassade avec lequel ils n'entretiennent aucune relation. Vous savez qu'il vous est souvent impossible d'y bénéficier de simples services administratifs qui justifient leur existence : carte consulaire, acte d'état civil, passeport, etc. Il faut donc sortir du discours officiel pour s'ancrer dans la réalité pour comprendre que le gouvernement participe à une épuration de sa diaspora.

Quels sont les domaines prioritaires dans lesquelles les Camerounais de l'étranger peuvent dès aujourd'hui s'impliquer pour assurer le décollage du pays à l'horizon 2035 ?

Compte tenu de la diversité des secteurs dans lesquels on les retrouve, je crois que chacun peut apporter sa contribution au décollage, pour peu qu'on les prenne au sérieux et qu'on veuille réellement les y impliquer. Mais je crois que comme

Les Camerounais de l'étranger peuvent chacun apporter sa contribution au décollage, pour peu qu'on les prenne au sérieux et qu'on veuille réellement les y impliquer. Mais je crois que comme beaucoup de ministres à Yaoundé, ils ne connaissent même pas quels sont les projets du Cameroun pour 2035.

beaucoup de ministres à Yaoundé, ils ne connaissent même pas quels sont les projets du Cameroun pour 2035. A la lecture du document de base de cette philosophie du développement, ils peuvent contribuer dans les secteurs de l'infrastructure, des TIC, de la santé, de l'industrie, des technologies, etc. Ils peuvent donc contribuer à générer les richesses pour peu que l'environnement des affaires leur soit favorable. Mais comme vous le savez, plusieurs d'entre eux ne croient plus à ce pays. On les a souvent invités à revenir comme on le dit dans les discours officiels, mais à l'arrivée, ils sont

décus par l'environnement des affaires où pour faire légaliser une pièce par une autorité administrative, il faut attendre des mois pour qu'il vous demande finalement le pourboire ou qu'il oppose simplement une fin de non recevoir. J'ai rencontré plusieurs qui se plaignent des difficultés rencontrées localement. Ce qui a souvent poussé ceux qui sont revenus à repartir avec ce qui cela entraîne comme découragement à soutenir des investisseurs à venir s'installer au pays. Voilà la triste réalité que les données de terrain nous amènent à comprendre. Et comme ils ne disposent pas de recours ou parce qu'il n'existe pas de structure d'intermédiation, je pense qu'on attendra encore très longtemps pour tirer le maximum de profit de notre potentiel migratoire. J'ai d'ailleurs appris très récemment qu'une vedette du football camerounais a décidé de s'installer au Gabon. Allez demander pourquoi et vous comprendrez qu'il a été victime de bassesses chez lui.

Aux plans sociologique et juridique, quelle serait la conséquence pour un expert camerounais de venir s'installer au Cameroun aujourd'hui ? Serait-il accueilli à bras ouverts ?

A priori oui, puisqu'il revient chez lui. Mais, sur le plan juridique, je ne crois pas que le Cameroun offre la possibilité d'une double nationalité. Or, nombre d'entre eux ont acquis d'autres nationalités pour faciliter leur vie à l'étranger. Par ailleurs, vous savez que lorsqu'on a réussi, et lorsqu'on a vécu longtemps à l'étranger, il y a un risque d'aliénation culturelle ou d'assimilation qui rendra difficile l'intégration sociale de ces compatriotes. Lorsqu'ils reviennent, ils sont souvent confrontés à ces difficultés sociales. Ils ne parviennent pas à s'arrimer à l'environnement culturel local où la solidarité à créer un environnement fertile à la paresse et à la récupération sociale ou collective des efforts individuels. Par ailleurs, la gestion néopatrimoniale ou familiale des entreprises qui s'impose comme une norme les mettra en contradiction avec leur communauté. Il sera difficile de faire cohabiter les impératifs sociaux et ceux de la véritable culture d'entreprise ou le véritable esprit d'entreprise. Mais, s'il est intelligent, il peut contourner, même si ce n'est pas évident. Un autre problème est l'imbrication du social et du politique dans notre milieu. Ce qui me marque au Cameroun depuis près de quinze années, c'est l'ensemble des dynamiques observées dans les sphères du politique et de l'économique. Les hommes d'affaires deviennent des politiciens (dit-on pour contourner la pression fiscale) et les fonctionnaires veulent faire des marchés publics pour arrondir les fins de mois. C'est extraordinaire ce qui se passe.

Peut-on jurer que si le paysage politique se décrivait aujourd'hui avec une transition démocratique voire une alternance, le Cameroun bénéficierait au maximum de sa diaspora ?

Vous savez dans les domaines qui touchent aux êtres humains, il faut toujours éviter des allures prévisionnistes. C'est d'ailleurs un

domaine dans lequel la sociologie s'hasarde le moins. Mais en tant que facteur de blocage et compte tenu du fait que l'implication de la diaspora dans le développement national est aussi une question de gouvernance, on peut y penser. Mais croire que c'est suffisant c'est doter, avec une grande marge d'erreur, la diaspora d'un pouvoir et de responsabilités qui ne leur incombent pas exclusivement.

Entretien avec Roger A. Taakam



Centre for International
Migration and Development

a joint operation of GIZ and the
German Federal Employment Agency



IT'S PEOPLE
THAT MAKE A DIFFERENCE

OFFRE DE SERVICE À L'INTENTION DES EMPLOYEURS

Information & accompagnement

- Conseil individuel, entre autres, pour définir les besoins en compétences
- Mise à disposition d'une banque de profils informatisée
- Accompagnement pendant tout le processus de recrutement

Accès à notre réseau de compétences

- Nous publions vos offres d'emploi à l'intention des candidats au retour
- Nous vous transmettons les profils des candidats de notre pool correspondant à vos critères

Stages

- Nous vous aidons à trouver des candidats pour des stages académiques ou pré emploi
- Nous incitons les jeunes professionnels au choix de métiers d'avenir

Contact: Dr. Didier T. Djoumessi ; Email: didier.djoumessi@giz.de; Tel: 22 21 23 87
Sites internet : www.cimonline.de; www.returning-experts.de